

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	La ligne.....	Prix au numéro de l'année courante.....500F
		400 F	Prix au numéro des années précédentes.....600F
Mali	20.000 F	10.000 F	Chaque annonce répétée.....	Les demandes d'abonnement et les annonces
Afrique.....	35.000 F	17.500 Fmoitié prix	doivent être adressées au Secrétariat Général
Europe.....	38.000 F	19.000 F	Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces.	du Gouvernement-D.J.O.D.
Frais d'expédition.....	13.000 F			Les abonnements prendront effet à compter de
				la date de paiement de leur montant. Les abon-
				nements sont payables d'avance.

SOMMAIRE

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

DECRETS-ARRETS

27 octobre 2016-Décret n°2016-0813/P-RM portant nomination au Ministère de la Défense et des Anciens combattants.....**p.1882**

Décret n°2016-0814/P-RM portant nomination de Conseillers techniques au Secrétariat général du Ministère de l'Economie et des Finances.....**p.1883**

Décret n°2016-0815/P-RM portant nomination de Conseillers et d'un Vice-consul dans les Missions diplomatiques et consulaires.....**p.1883**

Décret n°2016-0816/P-RM portant nomination du Recteur de l'Université de Ségou.....**p.1884**

Décret n°2016-0817/P-RM portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Pharmacie Populaire du Mali (PPM).....**p.1885**

27 octobre 2016-Décret n°2016-0818/P-RM portant nomination des membres du Conseil d'Administration de l'Institut d'Ophtalmologie Tropicale d'Afrique (IOTA).....**p.1885**

Décret n°2016-0819/P-RM portant rectificatif au Décret n°2016-0769/P-RM du 30 septembre 2016 portant nomination de Conseillers dans les Missions diplomatiques et consulaires.....**p.1886**

Décret n°2016-0820/P-RM portant nomination du Chef de brigade de la Brigade d'Investigation Spécialisée dite Brigade de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.....**p.1886**

1^{er} novembre 2016-Décret n°2016-0821/P-RM portant attribution de distinction honorifique à titre posthume.....**p.1887**

Décret n°2016-0822/P-RM portant attribution de distinction honorifique à titre posthume.....**p.1887**

Décret n°2016-0823/P-RM portant attribution de distinction honorifique à titre posthume.....**p.1887**

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

- 1^{er} novembre 2016-Décret n°2016-0824/P-RM** portant nomination du 1^{er} Vice-président de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation.....**p.1888**
- Décret n°2016-0825/P-RM** portant abrogation partielle du Décret n°2015-0103/P-RM du 20 février 2015 portant nomination au Ministère de l'Energie et de l'Eau.....**p.1888**
- Décret n°2016-0826/P-RM** portant modification du Décret n°2016-0654/P-RM du 31 août 2016 portant désignation de fonctionnaires de Police pour la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo « MONUSCO ».....**p.1888**
- Décret n°2016-0827/P-RM** portant nomination au Ministère de l'Equipement, des Transports et du Désenclavement.....**p.1889**
- Décret n°2016-0828/P-RM** portant nomination au Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable.....**p.1890**
- Décret n°2016-0829/P-RM** portant nomination du Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat.....**p.1890**
- Décret n°2016-0830/P-RM** portant nomination de Secrétaires Agents comptables dans les Missions diplomatiques et consulaires.....**p.1891**
- Décret n°2016-0831/P-RM** portant abrogation partielle du Décret n°2014-0423/P-RM du 10 juin 2014 portant nomination au Cabinet du Ministre des Affaires religieuses et du Culte.....**p.1892**
- Décret n°2016-0832/P-RM** portant modification du Décret n°03-482/P-RM du 17 novembre 2003 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Centre national d'Appareillage orthopédique du Mali.....**p.1892**
- Décret n°2016-0833/P-RM** portant nomination de la Secrétaire particulière du Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population.....**p.1893**
- Décret n°2016-0834/P-RM** portant nomination de Chef de Représentation portuaire.....**p.1893**
- Décret n°2016-0835/P-RM** portant nomination des membres du Conseil d'Administration de l'Agence nationale d'évaluation des hôpitaux.....**p.1893**
- Décret n°2016-0836/P-RM** portant approbation de la Politique nationale de protection sociale et du Plan d'actions de la protection sociale 2016-2018...**p.1894**
- 2 novembre 2016-Décret n°2016-0837/P-RM** portant convocation du collège électoral, ouverture et clôture de la campagne électorale à l'occasion de l'élection législative partielle dans la circonscription électorale de Mopti.....**p.1895**
- 2 novembre 2016-Décret n°2016-0838/P-RM** portant nomination d'un Directeur zonal à la Direction du Commissariat des Armées (à titre de régularisation).....**p.1895**
- Décret n°2016-0839/PM-RM** portant création d'un Comité de Pilotage des Projets en Partenariat Public-Privé.....**p.1896**
- Décret n°2016-0840/P-RM** portant abrogation de décrets portant nomination au Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable.....**p.1897**
- Décret n°2016-0841/P-RM** portant nomination d'un Sous-directeur à la Direction du Commissariat des Armées.....**p.1897**
- Décret n°2016-0842/P-RM** portant détachement d'un Officier supérieur au sein du Groupe aérien de la Présidence.....**p.1898**
- Décret n°2016-0843/P-RM** portant nomination d'un Sous-chef d'Etat-major à l'Armée de l'Air...**p.1898**
- 3 novembre 2016-Décret n°2016-0844/P-RM** fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement.....**p.1898**
- Décret n°2016-0845/PM-RM** portant répartition des Services publics entre la Primature et les Départements ministériels.....**p.1906**
- COUR CONSTITUTIONNELLE**
- 25 novembre 2016-Arrêt n°2016-15/CC-EL** portant proclamation des candidatures validées pour l'élection d'un Député dans la Circonscription électorale de Mopti.....**p.1917**
- Annonces et communications.....p.1918**
-
- ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI**
- PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**
- DECRETS**
- DECRET N°2016-0813/P-RM DU 27 OCTOBRE 2016 PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**
- LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**
- Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense ;
Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;
Vu l'Ordonnance n°00-053/P-RM du 27 septembre 2000 portant création de l'Inspection générale des Armées et Services ;
Vu l'Ordonnance n°2016-020/-RM du 18 août 2016 portant Statut général des Militaires ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°01-069/P-RM du 12 février 2001 fixant les modalités de fonctionnement de l'Inspection générale des Armées et Services ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Sont nommés au Ministère de la Défense et des anciens Combattants en qualité de :

Conseiller technique :

- Colonel **Mamadou KEITA** ;

Chargé de mission :

- Monsieur **Alhassane Houzeimata MAIGA**, Journaliste ;

Inspecteur général adjoint des Armées et Services :

- Général de Brigade **Waly SISSOKO** ;

Secrétaire particulier :

- Monsieur **Yacouba DOLO** ; Comptable.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment le Décret n°08-442/P-RM du 28 juillet 2008 portant nomination de l'Inspecteur général adjoint des Armées et Services, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 octobre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre de la Défense et des anciens Combattants,
Abdoulaye Idrissa MAIGA

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE

**DECRET N°2016-0814/P-RM DU 27 OCTOBRE 2016
PORTANT NOMINATION DE CONSEILLERS
TECHNIQUES AU SECRETARIAT GENERAL DU
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Sont nommés **Conseillers techniques** au Secrétariat général du Ministère de l'Economie et des Finances :

- Monsieur **Diakaridia DEMBELE**, N°Mle 0112-378 P, Ingénieur de la Statistique ;

- Monsieur **Joël TOGO**, N°Mle 0104-114 L, Inspecteur des Finances.

Article 2 : Le présent sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 octobre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE

**DECRET N°2016-0815/P-RM DU 27 OCTOBRE 2016
PORTANT NOMINATION DE CONSEILLERS ET
D'UN VICE-CONSUL DANS LES MISSIONS
DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°05-039 du 27 juillet 2005 fixant les indices spéciaux de traitement des personnels occupant certains emplois dans les Missions diplomatiques et consulaires ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°04-097/P-RM du 31 mars 2004 fixant les attributions des membres du personnel diplomatique et consulaire ;

Vu le Décret n°05-464/P-RM du 17 octobre 2005 modifié, fixant la valeur du point d'indice de traitement des personnels occupant certains emplois dans les Missions diplomatiques et consulaires ainsi que leurs primes et indemnités ;

Vu le Décret n°2012-070/P-RM du 2 février 2012 portant répartition des Postes diplomatiques et consulaires ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Sont nommés dans les missions diplomatiques et consulaires ci-après en qualité de Conseillers et de Vice-consul :

1. Ambassade du Mali à Beijing (Chine) :

Premier Conseiller :

- Madame **DIARRA Mariam Boubacar SANGARE**, N°Mle449-32 L, Conseiller des Affaires étrangères ;

Deuxième Conseiller :

- Monsieur **Mahmoud Mohamed ARBY**, N°Mle 931-94 S, Conseiller des Affaires étrangères ;

2. Ambassade du Mali à Rome (Italie) :

Deuxième Conseiller :

- Madame **TRAORE Halimatou KONE**, N°Mle734—81 C, Vétérinaire et Ingénieur de l'Elevage ;

3. Ambassade du Mali à Brasilia (Brésil) :

Deuxième Conseiller :

- Madame **DIAKITE Henriette DOUGNON**, N°Mle0131-142 A, Traducteur-Interprète ;

4. Ambassade du Mali à Bruxelles (Belgique) :

Conseiller à la Communication :

- Monsieur **Diarra DIAKITE**, N°Mle0117-944 C, Journaliste et Réalisateur

5. Ambassade du Mali à Madrid (Espagne) :

Conseiller consulaire :

- Monsieur **Mory COULIBALY**, N°Mle0104-135 K, Administrateur civil ;

6. Consulat général du Mali à Guangzhou (Chine) :

Conseiller consulaire :

- Madame **Kadiatou KONATE**, N°Mle982-20 H, Conseiller des Affaires étrangères ;

7. Consulat général du Mali à Douala (Cameroun) :

Vice-Consul :

- Commandant **Moussa SYLLA**.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 octobre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE

Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et de l'Intégration africaine,
Abdoulaye DIOP

**DECRET N°2016-0816/P-RM DU 27 OCTOBRE 2016
PORTANT NOMINATION DU RECTEUR DE
L'UNIVERSITE DE SEGOU**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°10-011/P-RM du 1^{er} mars 2010 portant création de l'Université de Ségou ;

Vu le Décret n°10-168/P-RM du 23 mars 2010 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Université de Ségou ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Monsieur **Souleymane KOUYATE**, N°Mle 914-38 D, Professeur, est nommé **Recteur de l'Université de Ségou**.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment le Décret n°10-414/P-RM du 03 août 2010 portant nomination du **Recteur de l'Université de Ségou**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 octobre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
Professeur Assétou Founé SAMAKE MIGAN

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE

**DECRET N°2016-0817/P-RM DU 27 OCTOBRE 2016
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA PHARMACIE
POPULAIRE DU MALI (PPM)**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°93-032 du 11 juin 1993 portant création d'un Etablissement public à caractère industriel et commercial dénommé Pharmacie populaire du Mali ;
Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;
Vu le Décret n°93-240/P-RM du 14 juillet 1993 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Pharmacie populaire du Mali ;
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Sont nommés **membres** du Conseil d'administration de la Pharmacie populaire du Mali :

- Madame **TRAORE Fatoumata TRAORE**, représentant de la Primature ;
- Monsieur **Sékou Oumar DEMBELE**, représentant du ministre chargé de la Santé ;
- Monsieur **Mahamane Abdoulaye OUTTI**, représentant du ministre chargé des Finances ;
- Madame **Aminata Niamoto DIAKITE**, représentant du ministre chargé des Finances ;
- Monsieur **Abdallah FASKOYE**, représentant du ministre chargé de l'Administration territoriale ;

- Monsieur **Dramane TANGARA**, représentant des travailleurs de la Pharmacie populaire du Mali.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge les dispositions du Décret n°03-242/P-RM du 23 juin 2003 portant nomination des **membres** du Conseil d'administration de la Pharmacie populaire du Mali, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 octobre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre
Modibo KEITA

Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique,
Docteur Marie Madeleine TOGO

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE

**DECRET N°2016-0818/P-RM DU 27 OCTOBRE 2016
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT
D'OPHTALMOLOGIE TROPICALE D'AFRIQUE
(IOTA)**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°02-048 du 22 juillet 2002 portant Loi Hospitalière ;
Vu la Loi n°02-069 du 19 décembre 2002 portant création de l'Institut d'Ophtalmologie Tropicale d'Afrique (IOTA) ;
Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;
Vu le Décret n°03-048/P-RM du 05 février 2003, modifié, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Institut d'Ophtalmologie Tropicale d'Afrique ;
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Sont nommés **membres** du Conseil d'administration de l'Institut d'Ophtalmologie Tropicale d'Afrique (IOTA) en qualité de :

Membres avec voix délibérative :

* Au titre des Collectivités territoriales :

- Monsieur **Brahima CAMARA**, représentant du Conseil du District de Bamako ;

* Au titre des usagers :

- Monsieur **Lassana Sylvestre DIARRA**, représentant des associations de défense des consommateurs ;
- Monsieur **Goulou Moussa TRAORE**, représentant des associations de personnes atteintes de maladies chroniques ou sociales ;

* Au titre des organismes de prise en charge financière des malades :

- Monsieur **Habiboulaye DEMBELE**, représentant de la Direction générale du Budget.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge les dispositions du Décret n°10-112/P-RM du 19 février 2010 portant nomination des **membres** du Conseil d'administration de l'Institut d'Ophthalmologie Tropicale d'Afrique (IOTA), sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 octobre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre
Modibo KEITA

Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique,
Docteur Marie Madeleine TOGO

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE

DECRET N°2016-0819/P-RM DU 27 OCTOBRE 2016 PORTANT RECTIFICATIF AU DECRET N°2016-0769/P-RM du 30 SEPTEMBRE 2016 PORTANT NOMINATION DE CONSEILLERS DANS LES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu le Décret n°2016-0769/P-RM du 30 septembre 2016 portant nomination de Conseillers dans les Missions diplomatiques et consulaires ;
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : L'article 1^{er} du Décret n°2016-0769/P-RM du 30 septembre 2016, susvisé, est rectifié ainsi qu'il suit :

Lire :

1. Ambassade du Mali à Addis-Abeba (Ethiopie) :

Ministre Conseiller :

- Monsieur **N'Golo FOMBA**, N°Mle 771-01..L, Conseiller des Affaires étrangères

Au lieu de :

1. Ambassade du Mali à Addis-Abeba (Ethiopie) :

Conseiller :

- Monsieur **N'Golo FOMBA**, N°Mle 771-01..L, Conseiller des Affaires étrangères.

Le reste sans changement.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 octobre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et de l'Intégration africaine,
Abdoulaye DIOP

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE

DECRET N°2016-0820/P-RM DU 27 OCTOBRE 2016 PORTANT NOMINATION DU CHEF DE BRIGADE DE LA BRIGADE D'INVESTIGATION SPECIALISEE DITE BRIGADE DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITE TRANSNATIONALE ORGANISEE

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°01-080 du 20 août 2001, modifiée, portant Code de Procédure pénale ;
Vu la Loi n°2011-038 du 15 juillet 2011 portant création de juridictions ;
Vu le Décret n°2015-0723/P-RM du 09 novembre 2015 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du pôle judiciaire spécialisé de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée ;
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le Décret n°2016-0625/P-RM du 25 août 2016 fixant les intérimaires des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Le Lieutenant-Colonel **Modibo Issa Georges KEITA** est nommé **Chef de Brigade** de la brigade d'investigation spécialisée dite brigade de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 27 octobre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux par intérim,
Professeur Assétou Founé SAMAKE MIGAN

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE

**DECRET N°2016-0821/P-RM DU 01 NOVEMBRE 2016
PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION
HONORIFIQUE A TITRE POSTHUME**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;
Vu la Loi n°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux ;

DECRETE :

Article 1^{er} : Les personnes dont les noms suivent sont élevées à la Dignité de **Grand Officier de l'Ordre National du Mali à titre posthume :**

1. **Feu Mamadou DEMBELE**, ancien Premier ministre ;
2. **Feu Kamakoye Mady DIALLO**, ancien ministre.

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

**DECRET N°2016-0822/P-RM DU 01 NOVEMBRE 2016
PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION
HONORIFIQUE A TITRE POSTHUME**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;
Vu la Loi n°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux ;

DECRETE :

Article 1^{er} : **Feu Alou Badara COULIBALY dit Ben**, Fondateur et Président Directeur général du Groupe BEN & CO, est nommé au grade de **Chevalier de l'Ordre National du Mali à titre posthume**.

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

**DECRET N°2016-0823/P-RM DU 01 NOVEMBRE 2016
PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION
HONORIFIQUE A TITRE POSTHUME**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;
Vu la Loi n°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux ;

DECRETE :

Article 1^{er} : Les personnes dont les noms suivent sont au grade de **Commandeur de l'Ordre National du Mali à titre posthume :**

1. **Feu El Hadj Boubacar NIAGANDO**, Opérateur économique ;
2. **Feu Amadou Seydou TRAORE**, Professeur d'Enseignement secondaire à la retraite.

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

**DECRET N°2016-0824/P-RM DU 01 NOVEMBRE 2016
PORTANT NOMINATION DU 1^{er} VICE-PRESIDENT
DE LA COMMISSION VERITE, JUSTICE ET
RECONCILIATION**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu l'Ordonnance n°2014-003/P-RM du 15 janvier 2014 portant création de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation ;
Vu le Décret n°2015-0249/P-RM du 09 avril 2015, modifié, accordant les avantages accordés aux membres de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation ;
Vu le Décret n°2015-0884/P-RM du 31 décembre 2015 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation ;
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre;
Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le Décret n°2016-0625/P-RM du 25 août 2016 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Monsieur **Hat AG BAYE**, Enseignant à la retraite, est nommé **1^{er} Vice-président** de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge les dispositions du Décret n°2015-0661/P-RM du 20 octobre 2015 portant nomination de Vice-présidents de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation, en ce qui concerne Madame **Nina Oualet INTALLOU**, Gestionnaire de société, **1^{er} Vice-président**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre des Affaires religieuses et du Culte, ministre de la Réconciliation nationale par intérim,
Thierno Amadou Omar Hass DIALLO

Le ministre de la Solidarité et de l'Action humanitaire,
Hamadou KONATE

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Dr Boubou CISSE

**DECRET N°2016-0825/P-RM DU 01 NOVEMBRE 2016
PORTANT ABROGATION PARTIELLE DU DECRET
N°2015-0103/P-RM DU 20 FEVRIER 2015 PORTANT
NOMINATION AU MINISTERE DE L'ENERGIE ET
DE L'EAU**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Les dispositions du Décret n°2015-0103/P-RM du 20 février 2015 portant nomination au Ministère de l'Energie et de l'Eau sont abrogées, en ce qui concerne Monsieur **Lamissa DIABATE**, N°Mle430-89 B, Professeur de l'Enseignement supérieur, **Secrétaire général**.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE

Le ministre de l'Energie et de l'Eau,
Malick ALHOUSSEINI

**DECRET N°2016-0826/P-RM DU 01 NOVEMBRE 2016
PORTANT MODIFICATION DU DECRET N°2016-0654/
P-RM DU 31 AOUT 2016 PORTANT DESIGNATION DE
FONCTIONNAIRES DE POLICE POUR LA MISSION
DES NATIONS UNIES POUR LA STABILISATION EN
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
« MONUSCO »**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°10-034 du 12 juillet 2010, modifiée, portant Statut des fonctionnaires de la Police nationale ;
Vu le Décret n°97-077/P-RM du 24 février 1997 réglant l'envoi d'observateurs et de contingents maliens dans le cadre des missions internationales de maintien de la paix ou à caractère humanitaire ;
Vu le Décret n°2016-0654/P-RM du 31 août 2016 portant désignation de fonctionnaires de Police pour la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo « MONUSCO » ;
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2016-0625/P-RM du 25 août 2016 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

DECRETE :

Article 1^{er} : Monsieur **Boubacar HAIDARA** est désigné pour être déployé à la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo « MONUSCO » en remplacement de Monsieur **Alzouma Fassoum COULIBALY**.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge les dispositions du Décret n°2016-0654/P-RM du 31 août 2016 portant désignation de fonctionnaires de Police pour la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo « MONUSCO », en ce qui concerne Monsieur **Alzouma Fassoum COULIBALY**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre des Maliens de l'Extérieur, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et de l'Intégration africaine par intérim,
Docteur Abdramane SYLLA

Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile,
Général de Brigade Salif TRAORE

Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, ministre de la Défense et des anciens Combattants par intérim,
Général de Brigade Salif TRAORE

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE

**DECRET N°2016-0827/P-RM DU 01 NOVEMBRE 2016
PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DE
L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU
DESENCLAVEMENT**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements publics à caractère administratif ;
Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;
Vu la Loi n°09-037 du 19 novembre 2009 portant création de l'Inspection de l'Equipelement et des Transports ;

Vu l'Ordonnance n°04-018/P-RM du 16 septembre 2004 portant création de l'Agence d'Exécution des Travaux d'Entretien Routier ;

Vu le Décret n° 01-155/P-RM du 29 mars 2001 fixant les taux des indemnités et primes allouées au personnel de contrôle du Contrôle général des Services publics et des Inspections des départements ministériels ;

Vu le Décret n°04-494/P-RM du 28 octobre 2004 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence d'Exécution des Travaux d'Entretien Routier ;

Vu le Décret n°09-634/P-RM du 30 novembre 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection de l'Equipelement et des Transports ;

Vu le Décret n°09-640/P-RM du 30 novembre 2009 déterminant le cadre organique de l'Inspection de l'Equipelement et des Transports ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Sont nommés au Ministère de l'Equipelement, des Transports et du Désenclavement en qualité de:

Inspecteurs à l'Inspection de l'Equipelement et des Transports :

- Monsieur **Modibo KEITA**, N°Mle736-90 M, Ingénieur des Constructions civiles ;
- Monsieur **Salif DIALLO**, N°Mle 0104-728 J, Ingénieur de la Navigation aérienne ;

Directeur général de l'Agence d'Exécution des Travaux d'Entretien Routier (AGEROUTE) :

- Lieutenant-colonel **Youssef TRAORE** ;

Directeur général du Centre de Recherche et d'Expérimentation en Bâtiment et Travaux Publics (CNREX/BTP) :

- Monsieur **Adama COULIBALY**, Ingénieur en Bâtiment.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre de l'Equipelement, des Transports et du Désenclavement,
Madame TRAORE Seynabou DIOP

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE

**DECRET N°2016-0828/P-RM DU 01 NOVEMBRE 2016
PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET
DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°98-027/P-RM du 25 août 1998 portant création de la Direction nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances ;

Vu l'Ordonnance n°2012-013/P-RM du 9 mars 2012 portant création de l'Inspection de l'Environnement et de l'Assainissement ;

Vu l'Ordonnance n°2016-011/P-RM du 17 mars 2016 portant création de l'Unité de Gestion de la Grande Muraille Verte ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°09-211/P-RM du 6 mai 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances ;

Vu le Décret n°09-214/P-RM du 8 mai 2009 déterminant le cadre organique de la Direction nationale, de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances ;

Vu le Décret n°2012-167/P-RM du 12 mars 2012 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection de l'Environnement et de l'Assainissement ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2016-0528/P-RM du 26 juillet 2016 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Unité de Gestion de la Grande Muraille Verte ;

Vu le Décret n°2016-0538/P-RM du 3 août 2016 fixant le cadre organique de l'Unité de Gestion de la Grande Muraille Verte ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Sont nommés au Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable en qualité de :

Chef de Cabinet :

- Madame **GOLOGO Aminata DIARRA**, N°Mle0134-238 T, Ingénieur des Constructions civiles ;

Inspecteur en Chef à l'Inspection de l'Environnement et de l'Assainissement :

- Monsieur **Adikarim TOURE**, N°Mle436-40 W, Ingénieur des Eaux et Forêts ;

Directeur de l'Unité de Gestion de la Grande Muraille Verte :

- Monsieur **Kouloutan COULIBALY**, N°Mle 791-95 T, Ingénieur des Eaux et Forêts ;

Directeur national de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances :

- Monsieur **Yaya KONATE**, N°Mle 436-28 G, Vétérinaire et Ingénieur de l'Elevage ;

Secrétaire particulière :

- Madame **Madina KONE**, N°Mle 0109-210 C, Attaché d'administration.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable,
Madame KEITA Aïda M'BO

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE

**DECRET N° 2016-0829/P-RM DU 01 NOVEMBRE 2016
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DES
FINANCES ET DU MATERIEL DU MINISTERE DE
L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA
DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE
L'ETAT**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°09-010/P-RM du 04 mars 2009 portant création des Directions des Finances et du Matériel ;

Vu le Décret n°09-137/P-RM du 27 mars 2009, modifié, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions des Finances et du Matériel ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,
DECRETE :**

Article 1^{er} : Monsieur **Abdoulaye AG MOHAMED**, N°Mle458-08 J, Inspecteur des Services économiques, est nommé **Directeur des Finances et du Matériel** du Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat.

Article 2 : Le présent décret abroge les dispositions des décrets :

- n°2015-122/P-RM du 27 février 2015 portant nomination du Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation ;

- n°2016-0011/P-RM du 15 janvier 2016 portant nomination du Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} novembre 2016

**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,
Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Administration territoriale, de la
Décentralisation et de la Réforme de l'Etat,
Mohamed Ag ERLAF**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2016-0830/P-RM DU 01 NOVEMBRE 2016
PORTANT NOMINATION DE SECRETAIRES
AGENTS COMPTABLES DANS LES MISSIONS
DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°05-039 du 27 juillet 2005 fixant les indices spéciaux de traitement des personnels occupant certains emplois dans les Missions diplomatiques et consulaires ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°04-097/P-RM du 31 mars 2004 fixant les attributions des membres du personnel diplomatique et consulaire ;

Vu le Décret n°05-464/P-RM du 17 octobre 2005, modifié, fixant la valeur du point d'indice de traitement des personnels occupant certains emplois dans les Missions diplomatiques et consulaires ainsi que leurs primes et indemnités ;

Vu le Décret n°2012-070/P-RM du 2 février 2012 portant répartition des Postes diplomatiques et consulaires ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2016-0625/P-RM du 25 août 2016 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Sont nommés dans les Missions diplomatiques et consulaires ci-après en qualité de Secrétaires Agents Comptables :

1. Ambassade du Mali à Ankara (Turquie) :

- Madame **Zaharatou Seydou TOURE**, N°Mle 0130-888 L, Contrôleur du Trésor ;

2. Ambassade du Mali à Ouagadougou (Burkina Faso) :

- Monsieur **Chaka SANOGO**, N°Mle 0112-227 F, Inspecteur du Trésor ;

3. Ambassade du Mali à Guangzhou (Chine) :

- Madame **Fatoumata POUDIOUGO**, N°Mle 972-55 Y, Inspecteur du Trésor ;

4. Ambassade du Mali à AddisAbeba (Ethiopie) :

- Madame **Aïssata TRAORE**, N°Mle 738-66 K, Inspecteur du Trésor ;

5. Ambassade du Mali à Tokyo (Japon) :

- Monsieur **Namory KEITA**, N°Mle 0129-267 V, Contrôleur du Trésor ;

6. Ambassade du Mali à Nouakchott (Mauritanie) :

- Monsieur **Abdrahamane SISSOKO**, N°Mle 0110-221 B, Inspecteur des Finances ;

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} novembre 2016

**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,
Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,
ministre des Affaires étrangères,
de la Coopération internationale
et de l'Intégration africaine par intérim,
Docteur Abdramane SYLLA**

**DECRET N°2016-0831/P-RM DU 01 NOVEMBRE 2016
PORTANT ABROGATION PARTIELLE DU DECRET
N°2014-0423/P-RM DU 10 JUIN 2014 PORTANT
NOMINATION AU CABINET DU MINISTRE DES
AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Les dispositions du Décret n°2014-0423/P-RM du 10 juin 2014 portant nomination au Cabinet du ministre des Affaires religieuses et du Culte, sont abrogées en ce qui concerne **Madame Djélika DEMBELE**, Master en Bureautique Communication, **Secrétaire particulière**.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} novembre 2016

**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,
Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Affaires religieuses et du Culte,
Thierno Amadou Omar Hass DIALLO**

**DECRET N°2016-0832/P-RM DU 01 NOVEMBRE 2016
PORTANT MODIFICATION DU DECRET N°03-482/P-
RM DU 17 NOVEMBRE 2003 FIXANT
L'ORGANISATION ET LES MODALITES DE
FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL
D'APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE DU MALI**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°96-015 du 13 février 1996 portant statut général des Etablissements publics à caractère scientifique, technologique ou culturel ;
Vu la Loi n°02-065 du 18 décembre 2002 portant création du Centre national d'Appareillage orthopédique du Mali ;
Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;
Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;
Vu le Décret n°03-482/P-RM du 17 novembre 2003 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Centre national d'Appareillage orthopédique du Mali ;
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Les articles 16 et 20 du Décret n°03-482/P-RM du 17 novembre 2003, susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 16 (nouveau) : Le Comité scientifique et technologique se réunit une fois par semestre sur convocation de son Président.

Il peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que de besoin sur convocation de son président.

Article 20 (nouveau) : Sont soumis à l'autorisation préalable les actes suivants :

- les emprunts de plus d'un (1) an ;
- la signature de conventions et contrats égaux ou supérieurs à vingt-cinq (25) millions de F CFA ;
- la prise de participation financière et de toutes interventions impliquant la cession des biens et ressources du Centre national d'Appareillage orthopédique du Mali.

Article 2 : Le ministre de la Solidarité et de l'Action humanitaire et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} novembre 2016

**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA**

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre de la Solidarité et de l'Action humanitaire,
Hamadou KONATE

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE

**DECRET N°2016-0833/P-RM DU 01 NOVEMBRE 2016
PORTANT NOMINATION DE LA SECRETAIRE
PARTICULIERE DU MINISTRE DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;
Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;
Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,
DECRETE :

Article 1^{er} : Madame **Mounina CISSE**, N°Mle 0132-479 V, Attaché d'administration, est nommée **Secrétaire particulière** du ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge les dispositions du Décret n°2015-0174/P-RM du 11 mars 2015 portant nomination au Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population, en ce qui concerne Madame **Delphine KEITA**, N°Mle 936-38 D, Attaché d'Administration, **Secrétaire particulière**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population,
Sambel Bana DIALLO

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE

**DECRET N°2016-0834/P-RM DU 01 NOVEMBRE 2016
PORTANT NOMINATION DE CHEF DE
REPRESENTATION PORTUAIRE**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu l'Ordonnance n°06-023/P-RM du 19 septembre 2006 portant création de la Direction du Matériel, des Hydrocarbures et du Transport des Armées ;
Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016 portant Statut général des Militaires ;
Vu le Décret n°09-390/P-RM du 27 juillet 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction du Matériel, des Hydrocarbures et du Transport des Armées ;

DECRETE :

Article 1^{er} : Le Commandant **Mody OUATTARA** de l'Armée de Terre est nommé en qualité de **Chef de la Représentation Portuaire** de la Direction du Matériel, des Hydrocarbures et du Transport des Armées en République de **Guinée Conakry**.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

**DECRET N°2016-0835/P-RM DU 01 NOVEMBRE 2016
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE
NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements publics à caractère administratif ;
Vu la Loi n°02-050 du 22 juillet 2002 portant loi hospitalière
Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;
Vu le Décret n°03-143/P-RM du 7 avril 2003 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence nationale d'Evaluation des Hôpitaux ;
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Sont nommés **membres** du Conseil d'Administration de l'Agence nationale d'Evaluation des Hôpitaux en qualité de :

I. Représentants des pouvoirs publics :

- Madame **TRAORE Djénèbou dite Daffa KONE**, représentant du ministre chargé du Développement social ;
- Madame **KONATE Ouleymatou DOUKANSE**, représentant du ministre chargé des Finances ;
- Docteur **Laya DOLO**, représentant du ministre chargé de l'Enseignement supérieur ;
- Professeur **Moussa KANTE**, représentant du ministre chargé de la Recherche scientifique;
- Monsieur **Abdallah FASKOYE**, représentant du ministre chargé de l'Administration territoriale ;
- Docteur **Mama COUMARE**, Directeur national de la Santé.

II. Représentant des usagers :

- Monsieur **Haminy Belco MAIGA**, représentant de la Fédération nationale des Associations de Santé communautaire ;
- Monsieur **Abdoul Wahab DIAKITE**, représentant des Associations de défense des consommateurs ;
- Monsieur **Moulaye KEITA**, représentant du mouvement mutualiste ;
- Monsieur **Oumar N'DOYE**, représentant du secteur des assurances.

III. Représentant du personnel :

- Madame **Fati Aly BOCOUM**.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique,
Docteur Marie Madeleine TOGO

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE

**DECRET N°2016-0836/P-RM DU 01 NOVEMBRE 2016
PORTANT APPROBATION DE LA POLITIQUE
NATIONALE DE PROTECTION SOCIALE ET DU
PLAN D' ACTIONS DE LA PROTECTION SOCIALE
2016-2018**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu le Décret n°2016-0056/P-RM du 15 février 2016 fixant les modalités d'élaboration, d'approbation et de mise en œuvre des documents de politique nationale ;
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,
DECRETE :

Article 1^{er} : Sont approuvés la Politique nationale de Protection sociale et le plan d'actions de la Protection sociale 2016-2018.

Article 2 : Les ministres concernés sont autorisés à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la mise en œuvre de la Politique nationale de Protection sociale et le plan d'actions 2016-2018, tel qu'ils sont adoptés, notamment, le suivi, la coordination et l'évaluation.

Article 3 : Le ministre de la Solidarité et de l'Action humanitaire, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat, le ministre de l'Agriculture, le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, le ministre du Travail et de la Fonction publique, chargé des Relations avec les Institutions, le ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population, le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre de la Solidarité et de l'Action humanitaire,
Hamadou KONATE

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE

**Le ministre de l'Administration territoriale, de la
Décentralisation et de la Réforme de l'Etat,**
Mohamed Ag ERLAF

Le ministre de l'Agriculture,
Kassoum DENON

**Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique,
Docteur Marie Madeleine TOGO**

**Le ministre du Travail et de la Fonction publique,
chargé des Relations avec les Institutions,
Madame DIARRA Raky TALLA**

**Le ministre de l'Aménagement du Territoire et de la
Population,
Sambel Bana DIALLO**

**Le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et
de la Famille,
Madame SANGARE Oumou BA**

**DECRET N°2016-0837/P-RM DU 2 NOVEMBRE 2016
PORTANT CONVOCAION DU COLLEGE
ELECTORAL, OUVERTURE ET CLOTURE DE LA
CAMPAGNE ELECTORALE A L'OCCASION DE
L'ELECTION LEGISLATIVE PARTIELLE DANS LA
CIRCONSCRIPTION ELECTORALE DE MOPTI**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°02-010 du 05 mars 2002 portant Loi organique fixant le nombre, les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités, ainsi que les conditions de remplacement des membres de l'Assemblée nationale en cas de vacance de siège, leurs indemnités et déterminant les conditions de la délégation de vote ;

Vu la Loi n°2016-048 du 17 octobre 2016 portant Loi électorale ;

Vu le Décret n°07-040/P-RM du 31 janvier 2007 fixant le modèle de déclaration de candidature à l'élection des Députés à l'Assemblée nationale ;

Vu le Décret n°07-151/P-RM du 9 mai 2007 fixant le montant des frais de participation à l'élection des Députés à l'Assemblée nationale ;

Vu l'Arrêt n°2016-11/CC-EL du 27 septembre 2016 de la Cour constitutionnelle ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2016-0625/P-RM du 25 août 2016 fixant les intérimaires des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Le collège électoral est convoqué le lundi 02 janvier 2017 à l'effet de procéder à l'élection d'un député dans la circonscription électorale de Mopti.

Un second tour aura lieu le lundi 23 janvier 2017 si aucun candidat n'obtient la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour.

Article 2 : La campagne électorale à l'occasion du premier tour est ouverte le lundi 12 décembre 2016 à zéro heure.

Elle est close le samedi 31 décembre 2016 à minuit.

Article 3 : La campagne électorale à l'occasion du second tour est ouverte le jour suivant la proclamation définitive des résultats du premier tour.

Elle est close le samedi 21 janvier 2017 à minuit.

Article 4 : Le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat, le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Economie numérique et de la Communication, Porte-parole du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 2 novembre 2016

**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,
Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Administration territoriale, de la
Décentralisation et de la Réforme de l'Etat,
Mohamed Ag ERLAF**

**Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde
des Sceaux,
Maître Mamadou Ismaila KONATE**

**Le ministre du Commerce, ministre de l'Economie et des
Finances par intérim,
Abdel Karim KONATE**

**Le ministre des Mines, ministre de l'Economie numérique
et de la Communication, Porte-parole du
Gouvernement par intérim,
Professeur Tiémoko SANGARE**

**DECRET N°2016-0838/P-RM DU 2 NOVEMBRE 2016
PORTANT NOMINATION D'UN DIRECTEUR ZONAL
A LA DIRECTION DU COMMISSARIAT DES ARMEES
(A TITRE DE REGULARISATION)**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°04-052 de 23 novembre 2004 portant création de l'Etat-major général des Armées ;

Vu l'Ordonnance n°06-026/P-RM du 19 septembre 2006 portant création de la Direction du Commissariat des Armées ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016 portant Statut général des Militaires ;

Vu le Décret n°05-002/P-RM du 07 janvier 2005 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Etat-major général des Armées ;

Vu le Décret n°06-559/P-RM du 29 décembre 2006 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction du Commissariat des Armées ;

Vu la Lettre n°1166/CEMGA/S/CEM/ADM/SG du 21 septembre 2016 relative à la demande de nomination ;

DECRETE:

Article 1^{er} : Le **Commandant Emmanuel THERA** de l'Armée de Terre, est nommé **Directeur zonal** du Commissariat des Armées de la Région militaire N°5.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 2 novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

DECRET N°2016-0839/PM-RM DU 02 NOVEMBRE 2016 PORTANT CREATION D'UN COMITE DE PILOTAGE DES PROJETS EN PARTENARIAT PUBLIC PRIVE.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu l'Acte Uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) sur le droit de l'arbitrage ;

Vu la Loi n°08-022 du 23 juillet 2008, modifiée, portant création de la Direction générale des Marchés publics et Délégations de Service public ;

Vu la Loi n°08-023 du 23 juillet 2008, modifiée, relative à l'Autorité de Régulation des Marchés publics et Délégations de Service public ;

Vu la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de finances ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°2014-0349/P-RM du 22 mai 2014 portant Règlement général sur la Comptabilité publique ;

Vu le Décret n°2015-0604/P-RM du 25 septembre 2015 portant Codes des Marchés publics et des Délégations de Service public ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 7 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2016-0625/P-RM du 25 août 2016 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Il est créé auprès du Premier ministre un Comité de pilotage des projets de Partenariat Public-Privé (PPP).

Article 2 : Le Comité de pilotage est chargé :

- de valider l'éligibilité de Projets d'investissement au partenariat public privé ;
- de valider les dossiers d'appel à la concurrence, les propositions d'attribution des contrats de PPP et les projets de conventions de PPP avant leur transmission aux autorités compétentes ;
- de suivre de la réalisation des Projets PPP ;
- d'approuver le plan d'activités présenté par le Secrétariat technique.

Article 3 : Le Comité de pilotage est présidé par le premier ministre et comprend des membres permanents et des membres non-permanents.

Les membres permanents sont :

- (1) Le Premier ministre ;
- (2) (2) le ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- (3) Le ministre chargé de l'Investissement.

Les membres non-permanents sont nommés sur décision du Premier ministre et comprennent :

- (1) Le ministre sectoriel porteur du projet faisant l'objet d'examen par le Comité ;
- (2) Si le Comité le juge nécessaire, toute autre personne ressource.

Les membres non-permanents n'ont pas voix délibérative.

Article 4 : Le Comité se réunit chaque fois que de besoin sur convocation de son Président qui en fixe l'ordre du jour.

En cas d'empêchement du Premier ministre, la présidence du Comité de pilotage est assurée par le ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Les délibérations du Comité de pilotage sont sanctionnées par des procès-verbaux signés par le Président et le Directeur général du Secrétariat technique.

Article 5 : Il est créé auprès du Comité de pilotage un Secrétariat technique chargé de l'assister dans l'exercice de ses attributions.

A ce titre, il est chargé notamment :

- de fournir une assistance et une expertise aux autorités contractantes dans l'identification des projets susceptibles d'être développés en PPP ;
- d'assister les autorités contractantes dans la réalisation des évaluations préalables des Projets PPP ;
- d'appuyer les autorités contractantes dans la préparation des dossiers d'appel à la concurrence ;
- d'assister les autorités contractantes à toutes les étapes de la procédure de passation des contrats de PPP ;
- de fournir un appui aux autorités contractantes dans le suivi-évaluation de l'exécution des Projets PPP.

Article 6 : Le secrétariat technique est composé comme suit :

- un directeur ayant une expérience avérée du processus de gestion des Projets PPP ;
- un expert juriste ayant une expérience avérée en matière de contrat PPP ;
- un ingénieur électricien ayant une expérience avérée gestion des grands projets d'électricité ;
- un ingénieur hydraulicien ayant une expérience avérée gestion des grands projets hydrauliques ;
- un ingénieur en BTP ayant une expérience avérée gestion des grands projets de BTP ;
- expert financier ayant une expérience avérée dans les montages financiers complexes et l'analyse financière de grands projets d'investissement ;
- un responsable administratif et financier ;
- un secrétaire.

Les membres du Secrétariat technique sont recrutés par le Comité de pilotage.

Le Secrétariat technique peut se faire assister par des consultants disposant d'expertises pointues pour le traitement de certains dossiers de Projets PPP.

Article 7 : Le secrétariat technique se réunit chaque fois que de besoin sur convocation de son directeur.

Article 8 : Le secrétariat technique est doté de frais de fonctionnement et d'un fonds d'études pour la prise en charge des consultants.

Article 9 : Le ministre de la Promotion de l'Investissement et du Secteur privé et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 2 novembre 2016

**Le Premier ministre,
Modibo KEÏTA**

**Le ministre de la Promotion de l'Investissements et du Secteur privé,
Konimba SIDIBE**

**Le ministre du Commerce,
ministre de l'Economie et des Finances par intérim,
Abdel Karim KONATE**

**DECRET N°2016-0840/P-RM DU 2 NOVEMBRE 2016
PORTANT ABROGATION DE DECRETS PORTANT
NOMINATION AU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT
DURABLE**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Les décrets ci-après sont abrogés:

- n°2015-0091/P-RM du 19 février 2015 portant nomination au Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, en ce qui concerne Monsieur **Ahmadou Halassi DICKO**, N°Mle 0114-140 E, Assistant, **Conseiller technique ;**

- n°2015-0344/P-RM du 08 mai 2015 portant nomination d'un Conseiller technique au Secrétariat général du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 2 novembre 2016

**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,
Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable,
Madame KEITA Aïda M'BO**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,
Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2016-0841/P-RM DU 2 NOVEMBRE 2016
PORTANT NOMINATION D'UN SOUS-DIRECTEUR A
LA DIRECTION DU COMMISSARIAT DES ARMEES**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°04-052 de 23 novembre 2004 portant création de l'Etat-major général des Armées ;

Vu l'Ordonnance n°06-026/P-RM du 19 septembre 2006 portant création de la Direction du Commissariat des Armées ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016 portant Statut général des Militaires ;

Vu le Décret n°05-002/P-RM du 07 janvier 2005 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Etat-major général des Armées ;

Vu le Décret n°06-559/P-RM du 29 décembre 2006 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction du Commissariat des Armées ;

DECRETE:

Article 1^{er} : Le **Commandant Dassé MARICO** de l'Armée de Terre, est nommé en qualité de **Sous-directeur Administration du Personnel et des Finances** à la Direction du Commissariat des Armées.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge les dispositions du Décret n°2013-426/P-RM du 07 mai 2013 portant nomination du Sous-directeur de l'Administration du personnel et des Finances à la Direction du Commissariat des Armées, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 2 novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

**DECRET N°2016-0842/P-RM DU 2 NOVEMBRE 2016
PORTANT DETACHEMENT D'UN OFFICIER
SUPERIEUR AU SEIN DU GROUPE AERIEN DE LA
PRESIDENCE**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°04-051 de 23 novembre 2004 portant organisation générale de la défense nationale ;
Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016 portant Statut général des Militaires ;
Vu le Décret n°2015-0550/P-RM du 19 août 2015 portant création du Groupe aérien de la Présidence de la République ;

DECRETE:

Article 1^{er} : Le **Commandant d'Aviation Yaya TRAORE** est détaché à l'Etat-major particulier du Président de la République pour servir au sein du Groupe aérien de la Présidence.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 2 novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

**DECRET N°2016-0843/P-RM DU 2 NOVEMBRE 2016
PORTANT NOMINATION D'UN SOUS-CHEF D'ETAT-
MAJOR A L'ARMEE DE L'AIR**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°04-052 de 23 novembre 2004 portant création de l'Etat-major général des Armées ;
Vu l'Ordonnance n°99-048/P-RM du 1^{er} octobre 1999 portant création de l'Armée de l'Air ;
Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016 portant Statut général des Militaires ;
Vu le Décret n°99-366/P-RM du 19 novembre 1999 fixant l'organisation et les attributions de l'Armée de l'Air ;
Vu le Décret n°05-002/P-RM du 07 janvier 2005 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Etat-major général des Armées ;

DECRETE:

Article 1^{er} : Le **Lieutenant-colonel d'Aviation Lassina TOGOLA** est nommé en qualité de **Sous-chef d'Etat-major Opérations** à l'Armée de l'Air.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge les dispositions du Décret n°2016-0469/P-RM du 28 juin 2016 portant nomination de personnels Officiers de l'Armée de l'Air, en ce qui concerne le **Colonel-major d'Aviation Tiéoulé Satigui SIDIBE**, Sous-chef d'Etat-major des Opérations, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 2 novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

**DECRET N°2016-0844/P-RM DU 3 NOVEMBRE 2016
FIXANT LES ATTRIBUTIONS SPECIFIQUES
DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu le Décret n°92-007/P-RM du 18 juin 1992 relatif aux attributions des membres du Gouvernement ;
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Sur le rapport du Premier ministre,

DECRETE :

Article 1^{er} : Le présent décret fixe les attributions spécifiques des membres du Gouvernement.

Article 2 : Le ministre de la Défense et des anciens Combattants prépare et met en œuvre la politique de défense militaire et assure la gestion des questions concernant les anciens combattants et les militaires victimes de guerre et d'actes terroristes.

A ce titre, il est compétent pour :

- la gestion des personnels des Armées et l'exercice des pouvoirs hiérarchique et disciplinaire y afférents ;
- la défense de l'intégrité du territoire national ;
- l'organisation, la mise en condition d'emploi et la mobilisation des Forces armées en vue d'assurer la défense de l'intégrité du territoire national ;
- l'évaluation, la programmation et la réalisation des besoins des Forces armées, en personnels, matériels et équipements ;
- l'acquisition et la gestion des infrastructures, matériels et équipements militaires ;
- l'exercice des poursuites judiciaires prévues par le code de justice militaire et le contrôle de l'application des peines prononcées par les juridictions militaires ;
- la participation, en relation avec le ministre chargé des Affaires étrangères, aux négociations internationales concernant les questions de défense nationale, de paix et de sécurité internationales ;
- l'organisation et le suivi de la participation des Forces armées aux missions de prévention des conflits, de maintien ou de rétablissement de la paix à l'extérieur du Mali ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures de protection sociale des anciens combattants et victimes de guerre ;
- l'information régulière du Gouvernement sur la situation sécuritaire et les menaces d'atteinte à l'intégrité territoriale, sur l'état de mise en condition d'emploi et de mobilisation des Forces armées et de la loi d'orientation et de programmation militaire ainsi que sur l'état de la coopération militaire du Mali avec les pays étrangers et les organisations internationales, en rapport avec le ministre chargé des Affaires étrangères.

Article 3 : Le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'administration du territoire, dans la décentralisation et de la réforme de l'Etat.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'organisation de la représentation territoriale de l'Etat ;
- la coordination et le contrôle de l'action des représentants de l'Etat dans les circonscriptions administratives ;
- l'organisation des opérations électorales et référendaires, en rapport avec les autres structures intervenant dans ces opérations ;
- la gestion des frontières nationales et la promotion de la coopération transfrontalière et de la coopération décentralisée ;
- la gestion de l'état civil ;
- la gestion des personnes réfugiées au Mali ;
- l'élaboration et le suivi de l'application de la législation relative aux fondations, aux associations et aux groupements et partis politiques ;
- la coordination des relations du Gouvernement avec les partis, groupements et associations politiques ;
- la participation à la préparation et à la mise en œuvre de la défense civile de l'Etat ;
- l'information régulière du Gouvernement sur la situation politique et sociale du pays.
- la conduite des réformes politiques, administratives et institutionnelles concourant à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale ;

- la mise en cohérence des politiques et programmes de développement des collectivités territoriales avec ceux de l'Etat ;
- le développement et l'organisation des relations de coopération entre l'Etat et les collectivités locales, entre les collectivités territoriales et entre celles-ci et les entreprises et sociétés du secteur privé ainsi que des relations de collaboration entre les services techniques de l'Etat et les collectivités territoriales ;
- la définition de mesures propres à faciliter l'exercice par les collectivités territoriales de leurs compétences ;
- le suivi des relations entre les collectivités territoriales et les partenaires techniques et financiers ou/et les organisations non gouvernementales ;
- la participation à l'organisation des opérations de retour des Maliens réfugiés dans les pays voisins.

Article 4 : Le ministre des Mines prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de recherche, d'exploitation et de valorisation des ressources minérales.

A ce titre, il est compétent pour :

- le développement et le suivi des sociétés et industries minières et le renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière d'implantation et d'exploitation des mines et des carrières modernes ;
- la mise en place d'une industrie minière par le développement de toutes les fonctions du secteur ;
- la promotion de la diversification et des potentialités minérales ;
- la recherche et l'exploitation des hydrocarbures ;
- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des conventions minières et des accords d'établissement, en concertation avec les ministres concernés notamment le ministre chargé des finances, le ministre chargé de la promotion des investissements et le ministre chargé de la promotion du secteur privé ;
- l'encadrement de l'artisanat minier ;
- le développement de la recherche, l'exploitation et la valorisation des ressources minérales et des industries y afférentes ;
- la promotion de la transparence dans les industries extractives.

Article 5 : Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de la sécurité intérieure et de la protection civile.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'élaboration et l'application des règles dans les domaines de la sécurité intérieure et de la protection civile ;
- la sécurité des personnes et de leurs biens ;
- la protection des institutions de la République, des autorités publiques, des espaces, ouvrages et bâtiments publics ;
- la prévention des troubles à l'ordre public, le rétablissement et le maintien de l'ordre public ;
- la réglementation relative aux sociétés privées de gardiennage et de surveillance et la surveillance de l'exercice de leurs activités ;

- la préparation, l'équipement et l'emploi des forces de sécurité ;
- l'élaboration et l'application des règles d'utilisation de la voie publique et des espaces ouverts au public ;
- l'organisation des secours en cas de sinistres et de calamités naturelles ;
- la lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme ;
- le contrôle de l'installation des équipements de surveillance dans les espaces ouverts au public et dans le domaine public ;
- l'information régulière du Gouvernement sur la situation sécuritaire et sur les risques et menaces d'atteinte à la sécurité intérieure.

Article 6 : Le ministre de la Solidarité et de l'Action humanitaire prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de la solidarité nationale et de l'action humanitaire.

A ce titre, il est compétent pour :

- la mise en place de systèmes de protection et de sécurité sociale et le suivi de la gestion des régimes y afférents ;
- le développement et l'organisation de la solidarité nationale et de la lutte contre la pauvreté ;
- le développement des coopératives et des mutuelles et la promotion de l'action communautaire ;
- la définition et la mise en œuvre de programmes d'insertion économique et professionnelle des personnes défavorisées ou victimes de mesures économiques spécifiques ;
- la protection et la promotion des handicapés ;
- la coordination de l'organisation du retour des Maliens réfugiés à l'extérieur et de leur réinsertion socio-économique ;
- la coordination de la mobilisation et de l'utilisation des aides alimentaires destinées aux populations victimes de crises ;
- la coordination des actions humanitaires dans les situations de crise ;
- la prise en charge des victimes civiles d'actes terroristes.

Article 7 : Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et de l'Intégration africaine prépare et met en œuvre l'action diplomatique ainsi que la politique de coopération internationale et de l'intégration africaine du Mali.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'établissement et la consolidation des relations entre le Mali et les autres Etats et entre le Mali et les organisations internationales ;
- la coordination des actions diplomatiques de l'Etat ;
- le suivi des relations entre les membres du Gouvernement et les représentants de pays et d'organismes étrangers ;
- l'organisation de la représentation diplomatique du Mali ;
- l'organisation des consulats du Mali, en concertation avec le ministre chargé des Maliens établis à l'extérieur ;
- la négociation, la conclusion, la conservation, l'interprétation et le suivi des traités et accords internationaux, en rapport avec les autres ministres ;

- la coordination des relations du Gouvernement avec les représentants des Etats étrangers et des organisations internationales accrédités au Mali ;
- la gestion des privilèges et immunités diplomatiques et consulaires ;
- l'information régulière du Gouvernement sur l'évolution de la situation internationale et ses répercussions sur les positions et les politiques publiques du Mali ;
- l'information des missions diplomatiques et des organisations internationales sur les positions et les politiques publiques du Mali ;
- la gestion du protocole de l'Etat ;
- le développement et le suivi des actions de coopération en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière ;
- les questions de paix et de sécurité internationale ;
- la coordination des actions de coopération économique, technique et culturelle de l'Etat avec les pays étrangers et les organisations internationales ;
- la mise en œuvre, en liaison avec les autres ministres concernés, de la politique de coopération internationale et d'intégration africaine, notamment le suivi des politiques, programmes ou stratégies de développement au niveau de l'Union africaine et des organisations sous-régionales ;
- le développement des rapports de coopération économique, sociale, culturelle, technique ou scientifique avec les Etats et les organismes étrangers ;
- la mise en forme des programmes et projets d'investissement proposés par les départements ministériels ;
- l'appui à la mobilisation des financements relatifs aux programmes et projets retenus auprès des partenaires au développement et le suivi de leur mise en œuvre, en liaison avec les ministres chargés des Finances et des Affaires étrangères ;
- le suivi de l'évaluation de l'exécution des programmes et projets de développement bénéficiant du concours financier de partenaires au développement, en liaison avec le ministre chargé des Finances et le ministre concerné ;
- la participation à la promotion des intérêts économiques et culturels du Mali dans le monde.

Article 8 : Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de justice, de droits humains et de sceaux de l'Etat.

A ce titre, il est compétent pour :

- la législation civile, pénale et commerciale ;
- l'application des peines ;
- la préparation et la mise en œuvre des décisions de grâce et d'amnistie ;
- le suivi des ordres des professions juridiques et judiciaires ;
- l'administration des services judiciaires et pénitentiaires ;
- l'élaboration et l'application des textes relatifs à la nationalité ;
- le contrôle de l'état civil ;
- l'élaboration et l'application du statut de la magistrature et des statuts des autres professions juridiques et judiciaires ;
- l'élaboration et le contrôle de la réglementation relative aux sceaux de l'Etat ;
- la promotion et la protection des droits humains ;

- la participation à la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, la corruption et autres formes de délinquance économique et financière, la traite des personnes et les pratiques assimilées.

Article 9 : Le ministre de l'Economie et des Finances prépare et met en œuvre la politique économique, financière et monétaire de l'Etat.

A ce titre, il est compétent pour :

- la coordination de la politique du Gouvernement en matière économique, financière et monétaire ;
- l'élaboration du cadre macro-économique de référence pour les politiques économiques à moyen et long termes ;
- l'élaboration de mesures visant à accroître les ressources de l'Etat et à améliorer l'efficacité de la dépense publique ;
- la prévision économique et le suivi de la conjoncture économique ;
- l'élaboration des statistiques économiques et financières et la réalisation d'études ;
- la préparation et l'exécution des lois de finances, du Budget d'Etat et des plans de trésorerie ;
- l'élaboration et l'application de la fiscalité intérieure et de la réglementation douanière ;
- l'approvisionnement régulier du pays en produits pétroliers ;
- la tutelle financière des collectivités locales et des organismes publics bénéficiant d'un concours de l'Etat ;
- le contrôle financier des services et organismes publics ;
- le renforcement de l'intermédiation financière et la promotion de l'inclusion financière ;
- le suivi et le contrôle des banques, des établissements financiers et de crédit, des systèmes financiers décentralisés et des compagnies d'assurances ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application de la réglementation des marchés publics et des délégations de service public ;
- la tenue de la comptabilité publique ;
- la gestion de la dette publique ;
- le suivi et le contrôle de la gestion du patrimoine de l'Etat, des organismes publics et des collectivités territoriales ;
- la centralisation, l'étude et la mise en forme des programmes et projets d'investissement proposés par les départements ministériels ;
- l'appui à la mobilisation des financements relatifs aux programmes et projets retenus auprès des partenaires au développement et le suivi de leur mise en œuvre, en liaison avec les ministres concernés et le ministre chargé de la coopération internationale ;
- la participation à l'évaluation des programmes et projets inscrits dans le programme d'investissement de l'Etat et bénéficiant du concours de fonds d'origine extérieure ;
- le développement de la statistique et la mise en cohérence des statistiques sectorielles relatives à la situation économique et sociale du pays ;
- la participation à la lutte contre la délinquance financière et le blanchiment d'argent.

Article 10 : Le ministre de la Réconciliation nationale prépare et met en œuvre la politique de réconciliation nationale.

A ce titre, il est compétent pour :

- la conduite du processus de dialogue inclusif et de réconciliation nationale ainsi que le suivi des institutions mises en place à cet effet ;
- la participation aux négociations en vue de parvenir à une paix durable ;
- la participation au suivi des relations du Mali avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales impliqués dans le processus de rétablissement et de consolidation de la paix dans les régions du Nord ;
- l'instauration d'un climat de paix et de confiance entre les différentes communautés ;
- la participation à la sensibilisation et à l'information pour le retour au Mali des Maliens réfugiés à l'étranger.

Article 11 : Le ministre des Maliens de l'Extérieur prépare et met œuvre la politique nationale concernant les Maliens établis à l'étranger du Mali et la politique migratoire.

A ce titre, il est compétent pour :

- la promotion des intérêts et la protection des Maliens établis à l'étranger ;
- la mise en œuvre des actions relatives au retour et à la réinsertion des Maliens de l'étranger, en rapport avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des Affaires étrangères ;
- le suivi des questions de migration, en rapport avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des Affaires étrangères ;
- l'assistance aux Maliens établis à l'Extérieur en situation difficile, en rapport avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des Affaires étrangères, le ministre chargé de la Justice et le ministre chargé des Finances ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de mesures destinées à assurer une pleine implication des Maliens établis à l'étranger dans la réalisation des actions de développement.

Article 12 : Le ministre de la Promotion de l'Investissement et du Secteur du privé prépare et met en œuvre la politique nationale de promotion des investissements et du secteur privé.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'appui au développement des initiatives privées et le renforcement de la compétitivité des entreprises, sociétés et industries et de leur contribution au développement économique et social du pays ;
- l'amélioration du climat des affaires et le renforcement de la compétitivité et de l'attractivité de l'économie nationale ;
- la coordination du dialogue entre l'Etat et les institutions représentatives du secteur privé ;
- le suivi de la mise en œuvre d'accords d'investissement ou de concrétisation de promesses d'investissement ;
- l'élaboration des règles relatives au partenariat public-privé et aux mécanismes innovants de financement de l'économie nationale, en rapport avec le ministre chargé de l'économie ;
- la promotion et le développement des investissements directs nationaux ou étrangers ;
- la promotion et le développement des systèmes financiers décentralisés ;
- la participation au processus de sélection et de pilotage des projets de partenariat public – privé ;

- la participation à la promotion des intérêts économiques et culturels du Mali dans le monde.

Article 13: Le ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires foncières prépare et met en œuvre la politique nationale dans le domaine de la gestion des domaines et des affaires foncières de l'Etat.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'élaboration, l'application ou le contrôle de l'application de la législation domaniale et foncière ;
- la mise en place des cadastres ;
- le recensement et l'immatriculation des bâtiments et ouvrages publics et le suivi de leur réalisation, de leur affectation et de leur entretien ;
- l'appui à la définition et à la gestion du foncier agricole et des espaces pastoraux ;
- la gestion des participations financières de l'Etat dans le capital des sociétés.

Article 14 : Le ministre de l'Agriculture prépare et met en œuvre la politique nationale dans le domaine de l'agriculture.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'accroissement de la production et de la productivité agricoles en vue de la sécurité et de la souveraineté alimentaires ;
- la réalisation de travaux d'aménagements hydro-agricoles, d'équipements ruraux et de maîtrise de l'eau ;
- la vulgarisation des techniques modernes de production agricole ;
- l'organisation de l'approvisionnement des producteurs agricoles en équipements, matériels, intrants et semences et l'amélioration de leur qualité en rapport avec le ministre chargé de l'industrie ;
- l'appui à la structuration, à l'organisation et à la formation des organisations de producteurs agricoles et des exploitations familiales ;
- la mise en place de mécanismes d'accompagnement des unités de production agricole ;
- l'organisation, la diversification et la modernisation des filières et des circuits de commercialisation des productions agricoles en rapport avec le ministre chargé du commerce ;
- l'amélioration du cadre de vie des producteurs agricoles en milieu rural ;
- la contribution au développement et à la sécurisation de l'emploi rural salarié ;
- la gestion du foncier agricole, en rapport notamment avec les ministres chargés des affaires foncières, de l'administration du territoire et de l'aménagement du territoire ;
- la conservation et la restauration des sols cultivés ;
- la protection des cultures et la conservation des récoltes ;
- le développement de la recherche, de l'enseignement et de la formation dans le domaine de l'agriculture.

Article 15 : Le ministre de l'Elevage et de la Pêche prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'élevage et de la pêche.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'accroissement de la production et de la productivité pastorales et aquacoles en vue de la sécurité et de la souveraineté alimentaires ;

- la vulgarisation des techniques modernes de production animale ou aquacole ;
- l'appui à la structuration, à l'organisation et à la formation des organisations de producteurs ;
- la mise en place de mécanismes d'accompagnement des unités de production animale ;
- l'organisation, la diversification et la modernisation des filières et des circuits de commercialisation des productions animales et aquacoles, en rapport avec le ministre chargé du commerce ;
- la contribution au développement et la sécurisation de l'emploi rural salarié ;
- la gestion des espaces pastoraux, en rapport notamment avec les ministres chargés des affaires foncières, de l'administration territoriale et de l'aménagement du territoire ;
- le développement de la recherche, de l'enseignement et de la formation dans les domaines de l'élevage et de la pêche ;
- la prévention et la lutte contre les maladies animales.

Article 16 : Le ministre de l'Education nationale prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'éducation préscolaire et spéciale, de l'enseignement fondamental, de l'enseignement secondaire général, technique ou professionnel, de l'éducation non formelle et de l'alphabétisation.

A ce titre, il est compétent pour :

- la réalisation des objectifs de la politique d'éducation pour tous ;
- le développement de l'éducation non-formelle, notamment de l'alphabétisation ;
- le développement de l'enseignement secondaire ;
- le suivi et le contrôle des établissements de l'éducation préscolaire et spéciale et des établissements d'enseignement fondamental et secondaire, publics et privés ;
- le suivi et le contrôle des établissements d'enseignement normal publics ;
- le développement et l'évaluation des connaissances dans l'éducation préscolaire et spéciale et dans l'enseignement fondamental, et dans l'enseignement secondaire général, technique ou professionnel ;
- la délivrance du Diplôme d'Etudes fondamentales (DEF), du Certificat d'Aptitude professionnel (CAP), du Brevet de Technicien (BT), du Baccalauréat et des diplômes des instituts de formation de maîtres ;
- le développement de l'utilisation des langues nationales ;
- la promotion de l'excellence, de la citoyenneté et du patriotisme au niveau de l'enseignement fondamental et secondaire.

Article 17 : Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique prépare et met en œuvre la politique nationale dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

A ce titre, il est compétent pour :

- le développement de l'enseignement supérieur ;
- la réglementation de l'accès aux études universitaires et post universitaires ;
- la préparation aux diplômes universitaires et post universitaires ;
- la délivrance des diplômes universitaires et post universitaires et des équivalences ;

- le contrôle de l'orientation et de la gestion des flux d'étudiants ;
- le suivi des étudiants maliens à l'étranger ;
- la participation à la promotion et à la diffusion des nouvelles technologies;
- le suivi et le contrôle des établissements d'enseignement supérieur publics et privés ;
- le développement de la recherche scientifique et technologique;
- la promotion de l'excellence, de la citoyenneté et du patriotisme dans les grandes écoles et dans les universités ;
- l'adéquation entre le contenu de l'enseignement supérieur et les besoins du marché de l'emploi ;
- la définition des priorités nationales en matière de recherche scientifique ;
- la coordination des actions dans le domaine de la recherche scientifique et technologique en vue d'accroître les capacités nationales dans la maîtrise des sciences et techniques ;
- l'organisation de la communauté des chercheurs et la réglementation de la recherche scientifique ;
- la mobilisation de financements en faveur du développement de la recherche scientifique ;
- le suivi de l'utilisation des fonds publics destinés au financement de la recherche scientifique ;
- l'appui à la validation et à la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation scientifiques ;
- l'évaluation de la performance des institutions publiques et du système de recherche scientifique ;
- la vulgarisation des résultats scientifiques ;
- la promotion de la culture scientifique et technologique.

Article 18 : Le ministre de l'Economie numérique et de la Communication, porte-parole du Gouvernement, prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines des technologies de l'information, de la communication et de l'information ainsi que dans le domaine de la poste.

A ce titre, il est compétent pour :

- le développement des technologies de l'information et de la communication et la promotion de leur intégration et de leur utilisation la promotion de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans tous les secteurs de la vie économique, sociale et culturelle ;
- le développement de l'utilisation sécurisée des technologies de l'information et de communication dans l'Administration ;
- la sécurisation des réseaux de communication entre les administrations publiques et entre les autorités nationales ;
- la préparation et la gestion de la transition numérique ;
- le développement de la presse écrite et de l'audiovisuel, publics et privés ;
- le développement et la diffusion de la création audiovisuelle ;
- la promotion de la diffusion et du rayonnement de la culture malienne dans le monde ;
- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre de la législation régissant la publicité et de la législation relative aux secteurs des postes et des télécommunications ;
- l'élaboration de la stratégie de communication du Gouvernement ;

- la présentation à la presse et à l'opinion publique des décisions et actions majeures du Gouvernement ainsi que des positions de celui-ci concernant les événements ou questions d'actualité d'intérêt national, en concertation avec les ministres concernés par ces décisions et actions.

Article 19 : Le ministre de l'Equipeement, des Transports et du Désenclavement prépare et met en œuvre la politique nationale en matière d'équipement, de développement des équipements et infrastructures de transport, de désenclavement du pays et d'organisation des activités de transport.

A ce titre, il est compétent pour :

- la recherche et l'expérimentation dans le domaine des travaux publics ;
- la conception et la construction des ouvrages d'art, des rails, des aérodromes, des ports fluviaux et des équipements d'intérêt national, en rapport avec les ministres concernés ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles dans les domaines de la topographie et de la cartographie ;
- le développement de la météorologie et de ses différentes applications ;
- l'organisation et la modernisation des modes et systèmes de transport et de leur gestion ;
- la conception, la construction et l'entretien des infrastructures routières d'intérêt national ;
- l'élaboration et le suivi de l'application des règles relatives à la circulation et à la sécurité routières, en rapport notamment avec les ministres chargés de la sécurité intérieure, de la protection civile et de l'administration du territoire ;
- la coordination des actions de désenclavement intérieure et extérieure ;
- le suivi de l'acquisition du matériel roulant, en rapport avec les ministres concernés.

Article 20 : Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'habitat et de l'urbanisme.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des outils de planification urbaine ;
- la promotion d'un développement harmonieux des agglomérations, notamment à travers la mise en œuvre d'une politique de cohésion sociale ;
- la mise en œuvre d'une politique visant à assurer l'accès du plus grand nombre de Maliens au logement décent ;
- la promotion de logements sociaux, notamment l'élaboration et l'application des règles relatives à la réalisation et aux conditions d'attribution de ces logements ;
- l'amélioration de la qualité du logement et de l'habitat ;
- la valorisation et la promotion des matériaux locaux de construction ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à la construction et à l'urbanisme ;
- la mise en œuvre de programmes de développement des villes et de réhabilitation de quartiers spontanés, en rapport avec les acteurs du secteur privé et des citoyens.

Article 21 : Le ministre du Développement industriel prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de développement de l'industrie au Mali.

A ce titre, il est compétent pour :

- la création d'un environnement favorable à la promotion des industries, en rapport notamment avec le ministre chargé de la promotion de l'investissement et du secteur privé ;
- le suivi des unités industrielles en rapport avec les ministres sectoriels compétents et la mise en œuvre d'actions ou de stratégies de renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière d'implantation et d'exploitation des industries ;
- l'aménagement de zones industrielles ;
- la promotion et le développement de la propriété industrielle ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des normes et de la qualité dans la fabrication des produits industriels.

Article 22 : Le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'emploi et de la formation professionnelle.

A ce titre, il est compétent pour :

- la définition de la politique d'emploi et de lutte contre le chômage et le sous-emploi ;
- la définition et le suivi de la mise en œuvre des actions et mesures destinées à préserver des emplois, soit à favoriser la création d'emplois ;
- le développement de la formation professionnelle et le renforcement des capacités des structures nationales de formation professionnelle en vue de répondre aux défis de l'intégration sous-régionale et du renforcement de la compétitivité des entreprises nationales ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures visant l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes ;
- la définition et le suivi de la mise en œuvre de mesures visant une adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail.

Article 23 : Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de santé et d'hygiène publique.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'extension de la couverture sanitaire et l'amélioration de l'accessibilité aux centres et établissements de santé ;
- le renforcement du plateau technique des centres et établissements de santé ;
- l'augmentation de l'offre de santé, l'amélioration de la qualité et la réduction du coût des soins de santé ;
- la prévention et la lutte contre les grandes endémies et les maladies constituant des problèmes de santé publique ;
- l'organisation efficace et rationnelle des hospitalisations et, le cas échéant, des évacuations sanitaires dans le secteur public ;
- le développement et l'appui aux structures de santé communautaires et le contrôle de leur gestion, le renforcement de l'autonomie et de la responsabilité des établissements hospitaliers ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à l'exercice des professions médicales, paramédicales et pharmaceutiques ;

- l'organisation de l'approvisionnement régulier en médicaments et produits pharmaceutiques ;
- le développement et l'organisation de la médecine traditionnelle ;
- la promotion de l'hygiène publique ;
- le développement de la recherche et de la formation post universitaire dans les domaines de la médecine et de la pharmacie humaine.

Article 24 : Le ministre du Travail et de la Fonction publique, chargé des Relations avec les Institutions, prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines du travail et de la fonction publique.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle de la législation du travail dans le secteur privé ;
- les mesures de lutte contre le travail des enfants, les discriminations et les harcèlements dans les lieux du travail ;
- l'élaboration, l'application ou le contrôle de l'application des règles relatives à l'emploi du personnel civil de l'Etat et des organismes publics de l'Etat ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de la politique salariale et de rémunération de l'Etat ;
- l'amélioration de la performance du personnel civil de l'Etat et des organismes publics de l'Etat ;
- la promotion du dialogue social, la prévention et la gestion des conflits collectifs ;
- la coordination des rapports du Gouvernement avec les organisations syndicales et patronales ;
- l'élaboration et l'application des règles relatives à la détermination de la représentativité et de la légitimité des organisations syndicales ;
- la facilitation et le suivi des relations entre le Gouvernement et les institutions de la République autres que le Président de la République.

Article 25 : Le ministre du Commerce prépare et met en œuvre la politique nationale en matière d'organisation et de promotion du commerce et de la libre concurrence.

A ce titre, il est compétent pour :

- les actions de promotion du commerce intérieur et extérieur et de la concurrence ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles du commerce et de la concurrence ;
- la participation à l'élaboration des accords commerciaux et au suivi de leur mise en œuvre ;
- la participation à l'organisation de la lutte contre la fraude en matière d'importation et d'exportation ainsi qu'en matière de distribution des biens à l'intérieur du pays ;
- le contrôle des poids et mesures, de la qualité des produits et des prix institués ;
- le contrôle de l'exécution des exonérations ou des subventions publiques accordées aux opérateurs économiques privés, en liaison avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des finances ;
- l'organisation de l'approvisionnement régulier du pays en produits de première nécessité et la maîtrise des prix de ces produits ;
- la protection des consommateurs, en liaison avec les autres ministres.

Article 26 : Le ministre de l'Energie et de l'Eau prépare et met en œuvre la politique nationale dans le domaine énergétique et dans le domaine du développement et de la gestion de l'eau.

A ce titre, il est compétent pour :

- la mise en valeur des ressources énergétiques et la réalisation des infrastructures y afférentes ;
- le suivi et le contrôle de la production, du transport et de la distribution de l'énergie;
- le renforcement du réseau électrique et de la desserte nationale en énergie ;
- le développement des énergies conventionnelles, nouvelles ou renouvelables ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles applicables en matière d'exploitation et de gestion des ressources énergétiques et hydrauliques ;
- la réalisation d'études de travaux d'aménagement des cours d'eau, en concertation avec les autres ministres concernés ;
- le développement de l'accès des populations à l'eau ;
- la maîtrise et l'économie d'énergie ;
- la promotion de la sûreté radiologique et de la sécurité des sources radioactives et des équipements associés sur le territoire national.

Article 27 : Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'environnement et de l'assainissement et veille à la prise en compte des questions de développement durable à l'occasion de la formulation et de la mise en œuvre des politiques publiques.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'amélioration du cadre de vie des populations ;
- la mise en œuvre d'actions de protection de la nature et de la biodiversité ;
- la lutte contre la dégradation des terres, la désertification, l'ensablement des cours d'eau et les changements climatiques ;
- la préservation des ressources naturelles et le suivi de leur exploitation économiquement efficace et socialement durable;
- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures destinées à prévenir ou à réduire les risques écologiques ;
- la promotion du retraitement systématique des eaux usées ;
- la prévention, la réduction ou la suppression des pollutions et nuisances ;
- l'élaboration et le suivi de l'application de la législation relative à la chasse, à l'exploitation des forêts, aux pollutions et aux nuisances ;
- la sauvegarde, l'entretien ou la restauration des forêts classées et des terres dégradées, la création de nouvelles forêts classées ;
- la diffusion des informations environnementales et la formation des citoyens dans le domaine de la protection de l'environnement ;
- l'élaboration et l'animation de débats publics sur les questions de développement durable et d'environnement et leurs enjeux pour le Mali ;
- le renforcement des capacités.

Article 28 : Le ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la population et des statistiques.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'élaboration et le contrôle de la mise en œuvre de la législation relative à l'aménagement du territoire ;
- l'élaboration et la mise en œuvre du schéma national d'aménagement du territoire ;
- l'appui à l'élaboration et au suivi de la mise en œuvre des schémas nationaux sectoriels, tout en assurant leur coordination et leur cohérence avec les niveaux régional et local, en vue d'un développement cohérent et harmonieux du territoire ;
- la conception et le suivi de la mise en œuvre de stratégies et de grands pôles d'activités visant le développement harmonieux et équilibré du territoire national ;
- la collecte, le traitement et la diffusion des données de population nécessaires à la formulation des politiques publiques et la constitution de bases de données démographiques, en liaison avec les ministres concernés;
- l'initiation et l'appui à la réalisation d'études et recherches en matière de population et de développement en vue de réaliser des projections démographiques et de suivre les indicateurs de mouvement de la population ;
- le suivi de la prise en compte des questions de population dans les politiques nationales ;
- la collecte, le traitement et l'analyse des données statistiques dans le cadre de la mise en œuvre du suivi-évaluation du schéma directeur (SDS).

Article 29 : Le ministre de la Culture prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de la culture.

A ce titre, il est compétent pour :

- la promotion et le développement d'une culture ancrée dans les valeurs de la société malienne et de la civilisation universelle ;
- la promotion de la production et de la créativité littéraires, artistiques et culturelles ;
- la protection, la conservation et la valorisation des œuvres du patrimoine culturel national ;
- la promotion de la culture malienne à l'extérieur du Mali et le développement des échanges culturels, en liaison avec le ministre chargé de la coopération internationale ;
- la protection des droits d'auteur et droits voisins et la lutte contre la piraterie ;
- la politique de développement régional de la culture.

Article 30 : Le ministre de l'Artisanat et du Tourisme prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de l'artisanat et du tourisme.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle de l'application de la réglementation relative à l'artisanat et au tourisme ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des actions de promotion du secteur de l'artisanat, notamment celles visant à renforcer les capacités des acteurs, à améliorer l'offre et la qualité des produits, à moderniser les outils de production et le système de commercialisation ;

- l'élaboration et la mise en œuvre des actions de promotion en vue d'optimiser la contribution du secteur touristique au développement du pays ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de diversification et de valorisation des sites et produits touristiques ;
- la politique de développement régional des métiers de l'art.

Article 31 : Le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille prépare et met en œuvre la politique nationale du genre, de la famille, de promotion et de protection de la femme et de l'enfant.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'élaboration et la mise en œuvre des mesures devant assurer le bien-être de la femme, de la famille et de l'enfant ;
- la politique nationale du genre ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des actions visant à assurer la prise en charge des besoins spécifiques des femmes et des enfants ;
- la promotion des droits de la femme et de l'enfant ;
- la protection de l'enfance ;
- la prise en compte des besoins spécifiques des femmes et des enfants dans les programmes et projets de développement.

Article 32 : Le ministre des Sports prépare et met en œuvre la politique nationale en matière de développement des activités physiques et sportives.

A ce titre, il est compétent pour :

- le développement du sport et des activités physiques ;
- l'organisation et le contrôle des mouvements sportifs nationaux ;
- la préparation, en relation avec les différents organismes sportifs, des équipes nationales et des athlètes en vue de leur participation aux différentes compétitions ;
- l'organisation, en relation avec les différents organismes sportifs, de manifestations sportives nationales ou internationales.

Article 33 : Le ministre des Affaires religieuses et du Culte prépare et met en œuvre la politique nationale en matière d'exercice, d'expression, d'enseignement ou de diffusion des convictions religieuses et des cultes.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à l'exercice de la liberté religieuse et de culte, à l'enseignement des religions et des cultes, aux prêches, à la création et au fonctionnement des établissements religieux, des missions et congrégations, des édifices de culte et des associations confessionnelles ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à l'organisation des pèlerinages et des fêtes religieuses ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives au financement des activités religieuses ou de culte, aux œuvres caritatives des établissements religieux et des édifices de culte, des missions, congrégations et associations confessionnelles ;

- le suivi des relations des associations confessionnelles ou de culte avec les associations étrangères et les organisations internationales non gouvernementales poursuivant des buts similaires.

Article 34 : Le ministre de la Jeunesse et de la Construction citoyenne prépare et met en œuvre la politique nationale dans les domaines de la promotion de la jeunesse et de la construction citoyenne.

A ce titre, il est compétent pour :

- la promotion, l'organisation, l'orientation et la coordination des actions visant à assurer le plein épanouissement des jeunes et leur insertion dans le processus de développement économique, social et culturel ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de mesures aptes à répondre aux attentes des jeunes et à susciter leur pleine participation aux activités d'intérêt public, notamment celles entreprises au bénéfice des communautés ;
- le suivi de la mise en œuvre et l'évaluation du Programme national de Volontariat ;
- le suivi de la mise en œuvre du service national des Jeunes ;
- la promotion de la citoyenneté, des valeurs et principes de la République et de la démocratie.

Article 35 : Les ministres exercent leurs attributions spécifiques en concertation avec les ministres concernés ou intéressés. Ces concertations doivent être menées avant la saisine du Secrétariat général du Gouvernement des projets de texte ou de documents de politique nationale.

Article 36 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n°2016-0574/P-RM du 08 août 2016, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 3 novembre 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

**DECRET N°2016-0845/PM-RM DU 3 NOVEMBRE 2016
PORTANT REPARTITION DES SERVICES PUBLICS
ENTRE LA PRIMATURE ET LES DEPARTEMENTS
MINISTERIELS**

LE PREMIER MINISTRE,

- Vu la Constitution;
- Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics, notamment en ses articles 8 et 45 ;
- Vu le Décret n°92-007/P-RM du 18 juin 1992 relatif aux attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°07-166/P-RM du 28 mai 2007 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des cellules de planification et de statistique ;

Vu le Décret n°10-162/PM-RM du 23 mars 2010 portant répartition des directions des ressources humaines entre les départements ministériels ;

Vu le Décret n°2016-0844/P-RM du 03 novembre 2016 fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

DECRETE :

Article 1^{er} : Les services et organismes publics sont répartis entre la Primature et les départements ministériels ainsi qu'il suit :

1. PRIMATURE

A. Service de la superstructure administrative :

- Secrétariat général du Gouvernement.

B. Services centraux :

- Contrôle général des Services publics ;
- Direction nationale des Archives du Mali ;
- Direction générale du Contentieux de l'État ;
- Direction des Finances et du Matériel de la Primature ;
- Direction des Ressources humaines de la Primature ;
- Centre d'Information et de Communication gouvernementale.

La Direction nationale des Archives du Mali et la Direction générale du Contentieux de l'État sont placées sous l'autorité du Secrétaire Général du Gouvernement.

C. Organismes personnalisés :

- Agence de Développement du Nord du Mali (ADNM) ;
- Ecole nationale d'Administration (ENA) ;
- Agence de Gestion du Fonds d'Accès universel.

D. Autorités administratives indépendantes :

- Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau (CREE) ;
- Autorité de Régulation des Marchés publics et des Délégations de Service public ;
- Haute Autorité de la Communication ;
- Autorité de Protection des Données à caractère personnel ;
- Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite.

2. MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

A. États-majors et Forces Armées :

- Etat-major général des Armées ;
- Armée de Terre ;

- Armée de l'Air ;
- Garde nationale (gestion administrative) ;
- Gendarmerie nationale (gestion administrative).

B. Services centraux :

- Direction du Matériel, des Hydrocarbures et du Transport des Armées ;
- Direction du Génie Militaire ;
- Direction du Commissariat des Armées ;
- Direction centrale des Services de Santé des Armées ;
- Direction des Transmissions et des Télécommunications des Armées ;
- Direction de la Justice Militaire ;
- Direction de la Sécurité Militaire ;
- Direction de l'Information et des Relations publiques des Armées ;
- Direction du Service social des Armées ;
- Direction des Ecoles Militaires ;
- Direction du Sport Militaire ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Inspection générale des Armées et Services ;
- Direction des Ressources humaines du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants.

C. Services rattachés :

- Centre d'Instruction Boubacar SadaSy de Koulikoro ;
- Prytanée militaire de Kati.

D. Organismes personnalisés :

- Ateliers militaires centraux de Markala ;
- Office national des Anciens Combattants, Militaires retraités et Victimes de Guerre du Mali ;
- École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye de Bamako ;
- Musée des Armées.

3. MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT

A. Services centraux :

- Direction générale de l'Administration du Territoire ;
- Direction nationale des Frontières ;
- Direction nationale de l'état civil ;
- Direction des Ressources humaines du secteur de l'Administration générale ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Inspection de l'Intérieur.
- Direction générale des Collectivités territoriales ;
- Direction nationale de la Fonction publique des Collectivités territoriales ;
- Commissariat au Développement institutionnel (pour emploi).

B. Services rattachés :

- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Administration territoriale, Fonction publique et Sécurité intérieure (pour emploi) ;

- Centre de Traitement des Données de l'état civil ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration de l'Administration territoriale et des Collectivités locales;
- Toutes cellules d'appui à la décentralisation et à la déconcentration des autres départements ministériels (pour emploi).

C. Organismes personnalisés :

- Agence nationale d'Investissement des Collectivités territoriales ;
- Agences de Développement régional ;
- Centre de Formation des Collectivités territoriales.

4. MINISTERE DES MINES

A. Services centraux :

- Direction nationale de la Géologie et des Mines ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Direction des Ressources humaines du Développement du secteur économique et des Finances (pour emploi).

B. Services rattachés :

- Autorité pour la Promotion de la Recherche pétrolière au Mali (AUREP) ;
- Bureau d'Expertise, d'Evaluation et de Certification des Diamants Bruts ;
- Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Mines et Énergie ;
- Initiative pour la Transparence dans l'Industrie extractive (ITIE) ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration des Mines.

C. Organismes personnalisés :

- Chambre des Mines du Mali ;
- Société des Mines d'Or de Loulo (SOMILO) ;
- Société des Mines d'Or de Syama (SOMISY S.A) ;
- Société des Mines d'Or de Sadiola S.A (SEMOS S.A) ;
- Société des Mines d'Or de Morila S.A (MORILA S.A) ;
- Société des Mines d'Or de Segala S.A (SEMICO S.A) ;
- Société d'Exploitation de Phosphates de Tilemsi (SEPT - SA) ;
- Société des Mines d'Or de Kalana ;
- Société des Mines d'Or de Yatéla S.A ;
- Société WASSOUL'OR ;
- Société des Mines d'Or de Goukoto-SA;
- Société SAHARA MINING SA ;
- Diamond Cement Mali (DCM-SA) (pour emploi).

5. MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

A. Services centraux :

- Direction générale de la Police nationale ;
- Direction générale de la Protection civile ;
- Direction des Finances et du Matériel ;

- Direction des Ressources humaines du secteur de la Sécurité et de la Protection civile ;
- Office central des Stupéfiants ;
- Inspection des Services de Sécurité et de la Protection civile ;
- Garde nationale (pour emploi) ;
- Direction générale de la Gendarmerie nationale (pour emploi).

B. Service rattaché :

- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Administration territoriale, Fonction publique et Sécurité intérieure (pour emploi).

6. MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

A. Services centraux :

- Direction nationale du Développement social ;
- Direction nationale de la Protection sociale et de l'Économie solidaire ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Inspection des Affaires sociales ;
- Direction des Ressources humaines du secteur Santé, Développement social et Promotion de la Femme (pour emploi) ;
- Direction nationale de l'Éducation préscolaire et spéciale (pour emploi).

B. Services rattachés :

- Centre d'Appui aux Mutuelles, Associations et Sociétés coopératives ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère du Développement social, de la Solidarité et des Personnes âgées ;
- Cellule de Planification et de Statistique du secteur de la Santé, du Développement social et de la Promotion de la Famille (pour emploi).

C. Organismes personnalisés :

- Agence de Développement du Nord du Mali (ADNM) (pour emploi) ;
- Caisse malienne de Sécurité sociale (CMSS) ;
- Institut national de Prévoyance sociale (INPS) ;
- Institut d'Études et de Recherche en Géroto-Gériatrie (Maison des Aînés) ;
- Observatoire du Développement humain durable et de la Lutte contre la Pauvreté ;
- Fonds de Solidarité nationale ;
- Caisse nationale d'Assurance Maladie (CANAM) ;
- Agence nationale d'Assistance médicale (ANAM) ;
- Centre d'Appareillage orthopédique du Mali ;
- Institut national de Formation des Travailleurs sociaux (INFTS) (pour emploi).

7. MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION INTERNATIONALE ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE

A. Services centraux :

- Direction des Affaires juridiques ;
- Direction des Organisations internationales ;
- Direction de la Coopération multilatérale ;
- Direction Afrique ;
- Direction Asie et Océanie ;
- Direction Europe ;
- Direction Amériques ;
- Direction du Protocole de la République ;
- Direction des Ressources humaines du secteur des Affaires étrangères et des Maliens de l'Extérieur ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Inspection des Services diplomatiques et consulaires.

B. Services rattachés :

- Bureau du Chiffre ;
- Bureau de la Traduction et de l'Interprétariat ;
- Centre d'Études Stratégiques ;
- Bureau de l'Information et de la Presse ;
- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Coopération et Intégration ;
- Commission nationale pour l'Intégration africaine.

C. Services extérieurs :

- Missions diplomatiques et consulaires ;
- Délégations permanentes auprès des Organisations internationales.

8. MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

A. Services centraux :

- Direction nationale de l'Administration de la Justice ;
- Direction nationale de l'Administration pénitentiaire et de l'Éducation surveillée ;
- Direction nationale des Affaires judiciaires et du Sceau ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Inspection des Services judiciaires.

B. Services rattachés :

- Centre spécialisé de Détention, de Rééducation et de Réinsertion pour Mineurs de Bollé ;
- Centre spécialisé de Détention, de Rééducation et de Réinsertion pour Femmes de Bollé ;
- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Justice.

C. Organismes personnalisés :

- Institut national de Formation judiciaire Maître Demba DIALLO ;
- Ordre des Avocats ;
- Ordre des Experts judiciaires ;

- Ordre des Notaires ;
- Ordre national des Huissiers de Justice ;
- Chambre nationale des Commissaires-priseurs.

9. MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

A. Services centraux :

- Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité publique ;
- Direction générale du Budget ;
- Direction nationale du Contrôle financier ;
- Direction générale des Douanes ;
- Direction générale des Impôts ;
- Direction générale des Marchés publics et des Délégations de Service public ;
- Direction générale de la Dette publique ;
- Direction générale de l'Administration des Biens de l'Etat (pour emploi) ;
- Direction nationale de la Planification du Développement ;
- Direction des Ressources humaines du secteur du Développement économique et des Finances ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Inspection des Finances.

B. Services rattachés :

- Agence comptable Centrale du Trésor ;
- Cellule d'Appui à l'Informatisation des Services fiscaux et financiers ;
- Cellule de Contrôle et de Surveillance des Systèmes financiers décentralisés ;
- Cellule d'Appui à la Réforme des Finances publiques ;
- Programme de Développement du Secteur financier ;
- Cellule technique de Coordination du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère de l'Économie et des Finances.

C. Organismes personnalisés :

- Fonds de Développement économique ;
- Office national des Produits pétroliers (ONAP) ;
- Centre de Formation pour le Développement ;
- Ordre national des Experts comptables et Comptables agréés au Mali ;
- Ordre des Conseillers fiscaux ;
- Pari Mutuel urbain du Mali (PMU-MALI) ;
- Banque de Développement du Mali (BDM- SA) ;
- Banque nationale de Développement agricole du Mali (BNDA) ;
- Banque internationale pour le Mali (BIM- SA) ;
- Banque commerciale du Sahel (BCS) ;
- Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) ;
- Banque sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC) ;
- Institut national de la Statistique (INSTAT) (pour emploi).

D. Autorité administrative indépendante :

- Cellule nationale de Traitement des Informations financières (CENTIF).

10. MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE**A. Services centraux :**

- Direction des Finances et du Matériel ;
- Direction des Ressources humaines du secteur de l'Administration générale (pour emploi).

B. Services rattachés :

- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Administration territoriale, Fonction publique et Sécurité intérieure (pour emploi).

C. Autorité administrative indépendante :

- Commission Vérité, Justice et Réconciliation.

11. MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR :**A. Services centraux :**

- Délégation générale des Maliens de l'Extérieur ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Direction des Ressources humaines du secteur des Affaires étrangères et des Maliens de l'Extérieur (pour emploi) ;
- Inspection des Services diplomatiques et consulaires (pour emploi).

B. Services rattachés :

- Cellule de Co-développement (pour emploi) ;
- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Coopération et Intégration (pour emploi).

C. Services extérieurs :

- Consulats du Mali (pour emploi).

12. MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT ET DU SECTEUR PRIVE :**A. Services centraux :**

- Direction des Finances et du Matériel ;
- Direction des Ressources humaines du secteur du Développement économique et des Finances (pour emploi).

B. Services rattachés :

- Centre malien de Promotion de la Propriété industrielle (pour emploi) ;
- Centre pour le Développement du Secteur agroalimentaire (pour emploi) ;
- Centre de Promotion et d'Appui des Systèmes Financiers décentralisés ;
- Fonds de Développement économique (pour emploi) ;
- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Industrie, Commerce, Artisanat, Emploi et Promotion de l'Investissement privé (pour emploi) ;

- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce (pour emploi).

C. Organisme personnalisé :

- Agence pour la Promotion des Investissements au Mali (API-Mali).

13. MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES**A. Services centraux :**

- Direction nationale des Domaines et du Cadastre ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Inspection des Domaines et des Affaires foncières ;
- Direction des Ressources humaines du secteur des Infrastructures (pour emploi) ;
- Direction générale de l'Administration des Biens de l'Etat.

B. Services rattachés :

- Cellule de Décentralisation/Déconcentration du Logement, des Affaires foncières et domaniales et de l'urbanisme ;
- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'État (pour emploi).

C. Organisme personnalisé :

- Agence de Cessions immobilières (ACI).

14. MINISTERE DE L'AGRICULTURE**A. Services centraux :**

- Direction nationale du Génie rural ;
- Direction nationale de l'Agriculture ;
- Direction des Ressources humaines du secteur du Développement Rural ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Inspection de l'Agriculture.

B. Services rattachés :

- Service semencier national ;
- Secrétariat exécutif du Comité national de la Recherche agricole ;
- Centre national de Lutte contre le Criquet pèlerin ;
- Secrétariat permanent du CILSS ;
- Cellule de Planification et de Statistique du secteur du Développement rural ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration de l'Agriculture ;
- Projet de Développement de la Ferme rizicole de Sabé.

C. Organismes personnalisés :

- Institut d'Economie rurale (IER) ;
- Office de Protection des Végétaux ;

- Office de la Haute Vallée du Niger (OHVN) ;
- Office pour la Mise en Valeur du Système Faguibine ;
- Agence de Développement rural de la Vallée du Fleuve Sénégal ;
- Office Riz Mopti ;
- Office du Périmètre irrigué de Baguinéda (OPIB) ;
- Office du Développement rural de Sélingué (ODRS) ;
- Office du Niger (ON) ;
- Office Riz Ségou (ORS) ;
- Office de Développement du Moyen Bani ;
- Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) ;
- Agence d'Exécution des Travaux d'Infrastructures et d'Equipements ruraux (AGETIER) ;
- Agence d'Aménagement des Terres et de Fourniture d'Eau d'Irrigation (ATI) ;
- Compagnie malienne pour le Développement des Textiles (CMDT).

15. MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

A. Services centraux :

- Direction nationale des Services vétérinaires ;
- Direction nationale de la Pêche ;
- Direction nationale de la Production et des Industries animales ;
- Direction des Ressources humaines du secteur du Développement Rural (pour emploi) ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Inspection de l'Élevage et de la Pêche.

B. Services rattachés :

- Centre national d'Appui à la Santé animale ;
- Centre national de l'Insémination artificielle animale (CNIA) ;
- Centre de Formation pratique en Elevage ;
- Projet d'Appui institutionnel aux Structures techniques de l'Elevage et de la Pêche (PAISEP) ;
- Cellule de Planification et de Statistique du secteur du Développement rural (pour emploi) ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère de l'Elevage et de la Pêche.

C. Organismes personnalisés :

- Laboratoire central vétérinaire ;
- Agence de Gestion du Marché central à Poisson de Bamako ;
- Laboratoire vétérinaire de Gao ;
- Ordre national de la Profession vétérinaire.

16. MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

A. Services centraux :

- Direction nationale de l'Enseignement fondamental ;
- Direction nationale de l'Enseignement secondaire général ;
- Direction nationale de l'Enseignement technique et professionnel ;
- Direction nationale de l'Enseignement normal ;

- Direction nationale de la Pédagogie ;
- Direction nationale de l'Education non-formelle et des Langues nationales ;
- Direction nationale de l'Education préscolaire et spéciale ;
- Direction des Ressources humaines du secteur de l'Éducation ;
- Centre national des Examens et Concours de l'Éducation ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Inspection générale de l'Éducation.

B. Services rattachés :

- Commission nationale Malienne pour l'UNESCO (pour emploi) ;
- Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Education ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration de l'Éducation ;
- Centre national des Cantines scolaires ;
- Centres d'apprentissage agricole.

C. Organismes personnalisés :

- Centre national des Ressources de l'Éducation non-formelle ;
- Académie malienne des Langues (pour emploi).

17. MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

A. Services centraux :

- Direction générale de l'Enseignement supérieur ;
- Direction des Ressources humaines du secteur de l'Éducation (pour emploi) ;
- Direction des Finances et du Matériel.

B. Services rattachés :

- Commission nationale malienne pour l'UNESCO ;
- Centre d'Études Stratégiques (pour emploi) ;
- Centre malien de Promotion de la Propriété industrielle (pour emploi) ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration de l'Éducation (pour emploi) ;
- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Education (pour emploi).

C. Organismes personnalisés :

- Université des Sciences juridiques et politiques de Bamako (USJPB) ;
- Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako (USTTB) ;
- Université des Lettres et des Sciences humaines de Bamako (ULSHB) ;
- Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) ;
- Université de Ségou ;
- Centre national de la Recherche scientifique et technologique (CNRST) ;

- Centre national des Œuvres universitaires ;
- Institut des hautes Etudes et de Recherches islamiques Ahmed Baba de Tombouctou ;
- Ecole normale supérieure de Bamako (ENSUP) ;
- Ecole normale d'Enseignement technique et professionnel ;
- Institut polytechnique rural de Formation et de Recherche appliquée (IPR/IFRA) de Katibougou ;
- Institut national de Formation des Travailleurs sociaux ;
- Institut national de Formation en Sciences de la Santé ;
- Ecole nationale d'Ingénieurs Abderhamane Baba TOURE (ENI-ABT) ;
- Centre de Recherche et de Formation pour l'Industrie textile (CERFITEX) ;
- Ecole supérieure de Journalisme et des Sciences de la Communication ;
- Institut des Sciences humaines ;
- Institut d'Etudes et de Recherche en Géroto-Gériatrie (Maison des Aînés) (pour emploi) ;
- Institut d'Economie rurale (pour emploi) ;
- Laboratoire central vétérinaire (pour emploi) ;
- Institut national de Recherche en Santé publique (INRSP) (pour emploi) ;
- Centre national de Recherche et d'Expérimentation en Bâtiments et Travaux publics (pour emploi) ;
- Musée des Armées (pour emploi) ;
- Agence nationale de la Météorologie (pour emploi) ;
- Institut national d'Ingénierie de Formation professionnelle (pour emploi) ;
- Centre national de Promotion du Volontariat au Mali (pour emploi) ;
- Agence malienne de Radioprotection (pour emploi) ;
- Agence pour la Promotion des Investissements au Mali (pour emploi) ;
- Agence de l'Environnement et du Développement durable (pour emploi) ;
- Académie malienne des Langues.

18. MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION

A. Services centraux :

- Direction des Finances et du Matériel ;
- Direction des Ressources humaines du secteur des Infrastructures (pour emploi).

B. Service rattaché :

- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Equipement, Transport et Communication (pour emploi).

C. Organismes personnalisés :

- Agence des Technologies de l'Information et de la Communication ;
- Agence Malienne de Presse et de Publicité (AMAP) ;
- Agence Nationale de Communication pour le Développement (ANCD) ;
- Complexe numérique de Bamako ;
- La Poste ;
- Office de Radio et Télévision du Mali (ORTM) ;

- Société malienne de Transmission et de Diffusion (SMTD-SA) ;
- Société des Télécommunications du Mali (SOTELMA-SA).

19. MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DESENCLEVEMENT

A. Services centraux :

- Direction nationale des Routes ;
- Direction nationale des Transports terrestres, maritimes et fluviaux ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Direction des Ressources humaines du secteur des Infrastructures ;
- Inspection de l'Equipement et des Transports.

B. Services rattachés :

- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Equipement, Transports et Communication ;
- Cellule des Travaux routiers d'Urgence (CETRU) ;
- Service des Données routières ;
- Observatoire des Transports ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère de l'Equipement et des Transports.

C. Organismes personnalisés :

- Agence d'Exécution des Travaux d'Entretien routier ;
- Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt public pour l'Emploi (AGETIPE) ;
- Agence nationale de l'Aviation civile (ANAC) ;
- Agence nationale de la Météorologie (Mali-Météo) ;
- Agence nationale de la Sécurité routière (ANASER) ;
- Aéroports du Mali ;
- Société d'Assistance aéroportuaire du Mali (ASAM-SA) ;
- Autorité routière ;
- Compagnie malienne de Navigation (COMANAV) ;
- Conseil malien des Transporteurs routiers ;
- Conseil malien des Chargeurs ;
- Industrie navale de Construction métallique (INACOM-SA) ;
- Institut géographique du Mali (I.G.M) ;
- Ordres des Géomètres experts (pour emploi) ;
- Ordre des Ingénieurs Conseils ;
- Dakar-Bamako Ferroviaire ;
- Centre national de Recherche et d'Expérimentation en Bâtiment et Travaux publics ;
- Institut national de Formation professionnelle pour le Bâtiment, les Transports et les Travaux publics (INFP/BTP).

20. MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

A. Services centraux :

- Direction nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Inspection des Domaines et des Affaires foncières (pour emploi) ;

- Direction des Ressources humaines du secteur des Infrastructures (pour emploi).

B. Service rattaché :

- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat (pour emploi).

C. Organismes personnalisés :

- Ordre des Architectes ;
- Ordre des Urbanistes ;
- Ordre des Géomètres experts ;
- Ordre des Ingénieurs conseils (pour emploi) ;
- Office Malien de l'Habitat (OMH) ;
- Observatoire national des Villes ;
- Centre national de Recherche et d'Expérimentation en Bâtiment et Travaux publics (pour emploi).

21. MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

A. Services centraux :

- Direction nationale des Industries ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Direction des Ressources humaines du Développement du secteur économique et des Finances (pour emploi).

B. Services rattachés :

- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Industrie, Commerce, Artisanat, Emploi et Promotion de l'Investissement Privé ;
- Centre malien de Promotion de la Propriété industrielle (CEMAPI) ;
- Centre pour le Développement du Secteur agroalimentaire ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce.

C. Organismes personnalisés :

- Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau des Entreprises industrielles (BRMN) ;
- Agence pour l'Aménagement et la Gestion des Zones industrielles ;
- Agence malienne de Normalisation et de Promotion de la qualité (AMANORM) ;
- Centre de Recherche et de Formation pour l'Industrie textile (CERFITEX) (pour emploi) ;
- Agence pour la Promotion des Investissements au Mali (API-Mali) (pour emploi) ;
- Compagnie malienne des Textiles (COMATEX) ;
- Complexe sucrier du Kala supérieur (SUKALA-SA) ;
- Nouveau Complexe sucrier du Kala supérieur (N-SUKALA-SA) ;
- EMBAL MALI-SA ;
- Société nationale des Tabacs et Allumettes du Mali (SONATAM) ;
- DiamondCement Mali (DCM-SA) ;
- Projet sucrier de Markala-SA ;

- Usine Malienne de Produits pharmaceutiques ;
- Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (pour emploi).

22. MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

A. Services centraux :

- Direction nationale de l'Emploi ;
- Direction nationale de la Formation professionnelle ;
- Direction des Ressources humaines du secteur Jeunesse, Emploi, Sports et Culture ;
- Direction des Finances et du Matériel.

B. Services rattachés :

- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Industrie, Commerce, Artisanat, Emploi et Promotion de l'Investissement Privé (pour emploi).

C. Organismes personnalisés :

- Agence nationale pour l'Emploi (ANPE) ;
- Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ) ;
- Fonds d'Appui à la Formation professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) ;
- Institut national d'Ingénierie de Formation professionnelle (INIFORP) ;
- Centre national de Promotion du Volontariat au Mali (pour emploi) ;
- Observatoire national de l'Emploi et de la Formation (ONEF).

23. MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

A. Services centraux :

- Direction nationale de la Santé ;
- Direction de la Pharmacie et du Médicament ;
- Direction des Ressources humaines du secteur Santé et Développement Social ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Inspection de la Santé.

B. Services rattachés :

- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Santé, Développement social et Promotion de la Famille ;
- Cellule d'Exécution des Programmes de Réhabilitation des Infrastructures sanitaires ;
- Centre national d'Immunisation ;
- Programme national de lutte contre le SIDA ;
- Programme national de lutte contre le paludisme ;
- Centre national d'Information, d'Education et de Communication pour la Santé ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère de la Santé.

C. Organismes personnalisés :

- Agence nationale d'Evaluation des Hôpitaux ;
- Agence nationale de Télésanté et d'Informatique médicale ;
- Agence nationale de la Sécurité sanitaire des Aliments ;
- Institut national de Recherche en Santé Publique ;
- Institut d'Ophtalmologie tropicale d'Afrique ;
- Hôpital du Point G ;
- Hôpital Gabriel TOURE ;
- Hôpital de Kati ;
- Hôpital Fousseyni DAOU de Kayes ;
- Hôpital de Sikasso ;
- Hôpital Nianankoro FOMBA de Ségou ;
- Hôpital Sominé DOLO de Mopti ;
- Hôpital HangadoumboMoulaye TOURE de Gao ;
- Hôpital de Tombouctou ;
- Hôpital du Mali ;
- Institut national de Formation en Science de la Santé (pour emploi) ;
- Centre national d'Odonto-stomatologie ;
- Centre national de Transfusion sanguine ;
- Centre national d'Appui à la Lutte contre la Maladie ;
- Centre de Recherche, d'Etudes et de Documentation pour la Survie de l'Enfant ;
- Centre de Recherche et de Lutte contre la Drépanocytose ;
- Laboratoire national de la Santé ;
- Pharmacie Populaire du Mali ;
- Usine Malienne de Produits pharmaceutiques (pour emploi) ;
- Ordre national des Médecins ;
- Ordre national des Sages-femmes ;
- Ordre national des Pharmaciens.

24. MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**A. Services centraux :**

- Direction nationale du Travail ;
- Direction nationale de la Fonction publique et du Personnel ;
- Commissariat au Développement institutionnel ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Direction des Ressources humaines du secteur de l'Administration générale (pour emploi).

B. Services rattachés :

- Centre national des Concours de la Fonction publique ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère du Travail, de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat ;
- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Administration territoriale, Fonction publique et Sécurité intérieure (pour emploi).

C. Organisme personnalisé :

- Ecole nationale d'Administration (ENA) (pour emploi).

25. MINISTERE DU COMMERCE**A. Services centraux :**

- Direction nationale du Commerce et de la Concurrence ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Direction des Ressources humaines du Développement du secteur économique et des Finances (pour emploi).

B. Services rattachés :

- Centre de Promotion et d'Appui des Systèmes Financiers décentralisés (pour emploi) ;
- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Industrie, Commerce, Artisanat, Emploi et Promotion de l'Investissement Privé (pour emploi) ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce (pour emploi).

C. Organismes personnalisés :

- Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali ;
- Agence pour la Promotion des Exportations au Mali (APEX).

26. MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU :**A. Services centraux :**

- Direction nationale de l'Energie ;
- Direction nationale de l'Hydraulique ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Inspection de l'Energie et de l'Eau ;
- Direction des Ressources humaines du Développement du secteur économique et des Finances (pour emploi).

B. Services rattachés :

- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat ;
- Cellule nationale de Planification, de Coordination et de Suivi du Développement du Bassin du Fleuve Sénégal (Cellule OMVS) ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration de l'Energie et de l'Eau ;
- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Mines et Energie (pour emploi).

C. Organismes personnalisés :

- Agence Malienne pour le Développement de l'Energie domestique et de l'Electrification rurale ;
- Agence malienne de Radioprotection (AMARAP) ;
- Agence nationale de Développement des Biocarburants (ANADEB) ;
- Agence des Energies renouvelables du Mali (AER-Mali) ;
- Energie du Mali (EDM-SA) ;
- Laboratoire national des Eaux (LNE) ;
- Société malienne de Patrimoine de l'Eau potable (SOMAPEP-SA) ;

- Société malienne de Gestion de l'Eau Potable (SOMAGEP-SA) ;
- Autorité pour l'Aménagement de Taoussa (AAT).

27. MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

A. Services centraux :

- Direction nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances ;
- Direction nationale des Eaux et Forêts ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Inspection de l'Environnement et de l'Assainissement ;
- Direction des Ressources humaine du secteur du Développement rural (pour emploi).

B. Services rattachés :

- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration de l'Environnement et de l'Assainissement ;
- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat.

C. Organismes personnalisés :

- Agence nationale de Gestion des Stations d'Epuration du Mali (ANGSEM) ;
- Agence du Bassin du Fleuve Niger (ABFN) ;
- Agence de l'Environnement et du Développement durable (AEDD) ;
- Office de Protection des Végétaux (pour emploi).

28. MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION :

A. Services centraux :

- Direction nationale de la Population ;
- Direction nationale de l'Aménagement du Territoire ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Direction nationale de la Planification du Développement (pour emploi) ;
- Direction des Ressources humaines du Développement du secteur économique et des Finances (pour emploi).

B. Services rattachés :

- Centre d'Etude et de Renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer (CERCAP) ;
- Toutes les cellules de planification et de statistiques (pour emploi) ;
- Cellule Technique de Coordination du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (pour emploi).

C. Organismes personnalisés :

- Institut national de la Statistique (INSTAT) ;
- Centre de Formation et de Perfectionnement en Statistique (CFP-STAT).

29. MINISTERE DE LA CULTURE

A. Services centraux :

- Direction nationale de l'Action Culturelle ;
- Direction nationale du Patrimoine Culturel ;
- Direction nationale des Bibliothèques et de la Documentation ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Direction des Ressources humaines du secteur de la Jeunesse, de l'Emploi, des Sports et de la Culture (pour emploi).

B. Services rattachés :

- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration de la Culture ;
- Institut national des Arts (INA) ;
- Mission culturelle de Bandiagara ;
- Mission culturelle de Djenné ;
- Mission culturelle de Tombouctou ;
- Mission culturelle de Es-Souk ;
- Mission culturelle de Kayes ;
- Mission culturelle de Gao ;
- Mission culturelle de Ségou ;
- Mission culturelle de Sikasso ;
- Mission culturelle de Kangaba ;
- Mémorial Modibo Keita ;
- Tour de l'Afrique ;
- Pyramide du Souvenir ;
- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Culture et Jeunesse.

C. Organismes personnalisés :

- Bureau malien du Droit d'Auteur ;
- Musée national ;
- Palais de la Culture Amadou Hampaté BA ;
- Centre national de la Cinématographie du Mali ;
- Maison africaine de la Photographie ;
- Centre international de Conférence de Bamako ;
- Conservatoire des Arts et Métiers multimédia Balla Fasséké Kouyaté.

30. MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME

A. Services centraux :

- Direction nationale de l'Artisanat ;
- Direction nationale du Tourisme et de l'Hôtellerie ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Inspection de l'Artisanat et du Tourisme.

B. Services rattachés :

- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration de l'Artisanat et du Tourisme ;
- Projet de Développement du Secteur de l'Artisanat ;
- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Industrie, Commerce, Artisanat, Emploi et Promotion de l'Investissement Privé (pour emploi).

C. Organismes personnalisés :

- Agence de Promotion touristique du Mali ;
- Assemblée permanente des Chambres de Métiers du Mali ;
- Centre de Développement de l'Artisanat textile.

31. MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE :**A. Services centraux :**

- Direction nationale de la Promotion de la Femme ;
- Direction nationale de la Promotion de l'Enfant et de la Famille ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Direction des Ressources humaines du secteur Santé et Développement social (pour emploi).

B. Services rattachés :

- Centre de Formation professionnelle Aoua KEITA ;
- Centre d'Accueil et de Placement familial (Pouponnière) ;
- Centre national de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant ;
- Maison de la Femme et de l'Enfant du District de Bamako-Rive droite ;
- Maison de la Femme et de l'Enfant du District de Bamako-Rive gauche ;
- Programme national de Lutte contre la Pratique de l'Excision ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Santé, Développement Social et Promotion de la Famille (pour emploi).

C. Organisme personnalisé :

- Cité des Enfants.

32. MINISTÈRE DES SPORTS :**A. Services centraux :**

- Direction nationale des Sports et de l'Education Physique ;
- Direction des Finances et du Matériel ;
- Direction des Ressources humaines du secteur de la Jeunesse, de l'Emploi, des Sports et de la Culture (pour emploi).

B. Services rattachés :

- Institut national de la Jeunesse et des Sports ;
- Stade Omnisports Modibo Keita ;
- Stade Mamadou Konaté de Bamako ;
- Stade Ouezzin Coulibaly de Bamako ;
- Stade du 26 mars ;
- Stade Abdoulaye Makoro Sissoko de Kayes ;
- Stade Babemba Traoré de Sikasso ;

- Stade Amary Daou de Ségou ;
- Stade Baréma Bocoum de Mopti ;
- Centre d'Entraînement pour Sportifs d'Elite Ousmane Traoré dit Ousmane Bléni ;
- Lycée Sportif Ben Omar Sy ;
- Palais des Sports ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère de la Jeunesse et des Sports (pour emploi).

33. MINISTÈRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE :**A. Services centraux :**

- Direction des Finances et du Matériel ;
- Direction des Ressources humaines du Secteur de l'Administration générale (pour emploi).

B. Service rattaché :

- Cellule de Planification et de Statistique du secteur Administration territoriale, Fonction publique et Sécurité intérieure (pour emploi).

C. Organismes personnalisés :

- Grande Mosquée de Vendredi de Bamako ;
- Maison du Hadj.

34. MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE**A. Services centraux :**

- Direction nationale de la Jeunesse ;
- Direction des Ressources humaines du secteur Jeunesse, Emploi, Sports et Culture ;
- Direction des Finances et du Matériel.

B. Services rattachés :

- Camp de Jeunesse de Toukoto ;
- Camp de Jeunesse de Soufroulaye ;
- Camp de Jeunesse de Kidal ;
- Carrefour des Jeunes de Bamako ;
- Maison des Jeunes de Bamako ;
- Cellule de Planification et Statistique du Secteur Culture et Jeunesse (pour emploi) ;
- Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère de la Jeunesse et des Sports ;
- Institut National de la Jeunesse et des Sports (pour emploi).

C. Organismes personnalisés :

- Centre national de Promotion du Volontariat au Mali ;
- Agence pour l'Emploi des Jeunes (APEJ) (pour emploi).

Article 2 : Dans l'exercice de leurs attributions spécifiques, les ministres peuvent requérir le concours des services mis à leur disposition pour emploi.

Dans ce cas, les ministres utilisateurs supportent sur leur budget les dépenses liées à l'exécution de la partie des activités qui n'ont pas fait l'objet d'une budgétisation au niveau des services publics mis à disposition pour emploi.

Ils saisissent directement les services et organismes publics mis à leur disposition pour emploi et en informent le ou les ministres dont relèvent ces services et organismes publics.

Article 3 : Lorsqu'elles ne sont pas prononcées en Conseil des Ministres, les nominations au sein des services et organismes publics mis à la disposition de ministres pour emploi s'effectuent en concertation avec ceux-ci.

Article 4 : Le présent décret, qui abroge les dispositions du Décret n°2016-0606/PM-RM du 16 août 2016 portant répartition des services publics entre la Primature et les départements ministériels, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 3 novembre 2016

Le Premier ministre,

Modibo KEITA

ARRET

COUR CONSTITUTIONNELLE

ARRET N°2016-15/CC-EL PORTANT PROCLAMATION DES CANDIDATURES VALIDEES POUR L'ELECTION D'UN DEPUTE DANS LA CIRCONSCRIPTION ELECTORALE DE MOPTI (Scrutin du 2 janvier 2017)

La Cour constitutionnelle

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°97-010 du 11 février 1997 modifiée par la Loi n°02-011 du 5 mars 2002 portant loi organique déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Cour constitutionnelle ainsi que la procédure suivie devant elle ;

Vu la Loi n°02-010 du 5 mars 2002 portant Loi organique fixant le nombre, les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités, les conditions de remplacement des membres de l'Assemblée nationale en cas de vacance de siège, leurs indemnités et déterminant les conditions de la délégation de vote et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu la Loi n°2016-048 du 17 octobre 2016 portant loi électorale ;

Vu le Décret n°94-421/P-RM du 21 décembre 1994 portant organisation du Secrétariat Général et du Greffe de la Cour constitutionnelle ;

Vu le Décret n°07-040/P-RM du 31 janvier 2007 fixant le modèle de déclaration de candidature à l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Vu le Décret n°07-151/P-RM du 27 mai 2007 fixant le montant des frais de participation à l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Vu l'Arrêt n°2016-11/CC-EL du 27 septembre 2016 de la Cour constitutionnelle déclarant la vacance d'un siège de député à l'Assemblée nationale suite au décès le 12 septembre 2016 du Député Hamadou dit Dioro YARANANGORE élu dans la circonscription électorale de Mopti ;

Vu le Décret n°2016-0837/P-RM du 2 novembre 2016 portant convocation du collège électoral, ouverture et clôture de la campagne électorale à l'occasion d'une élection législative partielle dans la circonscription électorale de Mopti ;

Vu le Règlement Intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Vu le Bordereau d'envoi n°01596/MATDRE-SG du 22 novembre 2016 du Ministre de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat transmettant les dossiers de candidature présentés par l'Union Nationale pour la Renaissance (UNPR), le Parti pour la Renaissance Nationale (PARENA), l'Alliance pour le Développement Economique et Social (ADES), l'Alliance pour la Solidarité au Mali-Convergence des Forces Patriotiques (ASMA-CFP), Abdoulaye dit Allaye KOITA, candidat indépendant, le Parti Espoir Réel (PER), l'Alliance pour la Démocratie au Mali Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (ADEMA-PASJ), le Parti pour la Restauration des Valeurs du Mali (PRVM-Fasoko) et Hamsala BOCOUM, candidat indépendant relatifs à l'élection législative partielle d'un député dans la circonscription électorale de Mopti ; reçu et enregistré au Greffe de la Cour constitutionnelle le 23 novembre 2016 à 09 H 30 sous le n°36 ;

Considérant que la Loi n°2016-048 du 17 octobre 2016 portant loi électorale dispose :

- Art.68 (nouveau) : « **Tout parti politique légalement constitué, tout groupement de partis politiques légalement constitué, peut présenter un candidat ou une liste de candidats.**

Les candidatures indépendantes sont également autorisées.

Les candidats de la liste sont tenus de faire une déclaration revêtue de leurs signatures. La déclaration est dûment légalisée.

Les déclarations de candidature doivent indiquer :

1. Le titre de la liste ; les listes présentées par les groupements de partis politiques précisent en plus l'appartenance politique de chaque candidat ;

2. Les nom, prénom, date, sexe et lieu de naissance, profession et domicile dans l'ordre de présentation des candidats ;

3. La couleur choisie pour l'impression des bulletins de vote ;

4. Eventuellement le signe ou l'emblème choisi.

—Les déclarations de candidatures pour toutes les élections doivent être accompagnées du bulletin n°3 du casier judiciaire datant de trois mois au plus... »

Considérant qu'au regard de tout ce qui précède, l'ensemble des dossiers de candidature sus référés et reçus à la Cour constitutionnelle obéissent aux conditions édictées par la Loi organique n°02-010 du 5 mars 2002 et ses textes modificatifs subséquents ainsi que la Loi n°2016-048 du 17 octobre 2016 portant loi électorale ;

PAR CES MOTIFS :

Article 1^{er} : Proclame valides, les candidatures de :

1. **Ibrahim FOFANA**, candidat du Parti Union Nationale pour la Renaissance (UNPR) ;
2. **Allaye TOURE**, candidat du Parti pour la Renaissance Nationale (PARENA) ;
3. **Magloire KONE**, candidat du Parti Alliance pour le Développement Economique et Social (ADES) ;
4. **Bamagan MAIGA**, candidat du Parti Alliance pour la Solidarité au Mali-Convergence des Forces Patriotiques (ASMA-CFP) ;
5. **Abdoulaye dit Allaye KOITA**, candidat indépendant ;
6. **Ibrahim CISSE**, candidat du Parti Espoir Réel (PER) ;
7. **Sidi Ahmed DIARRA**, candidat du Parti Alliance pour la Démocratie au Mali parti Africain pour la Solidarité et la Justice (ADEMA-PASJ) ;
8. **Yaya KONATE**, candidat du Parti pour la Restauration es Valeurs du Mali (PRVM-Fasoko) ;
9. **Hamsala BOCOUM**, candidat indépendant.

Article 2 : Dit que les réclamations éventuelles dirigées contre les candidatures ci-dessus retenues doivent être déférées à la Cour constitutionnelle dans les vingt-quatre (24) heures qui suivent la présente proclamation.

Ont siégé à Bamako le vingt cinq novembre deux mil seize

Madame Manassa	DANIOKO	Président
Madame Fatoumata	DIALL	Conseiller
Monsieur Mahamoudou	BOIRE	Conseiller
Monsieur Seydou Nourou	KEITA	Conseiller
Monsieur Modibo Tounty	GUINDO	Conseiller
Monsieur Zoumana Moussa	CISSE	Conseiller
Monsieur M'Pèrè	DIARRA	Conseiller
Monsieur Baya	BERTHE	Conseiller
Monsieur Bamassa	SISSOKO	Conseiller

Avec l'assistance de Maître Abdoulaye M'BODGE, Greffier en Chef

Suivent les signatures illisibles

Pour Expédition certifiée conforme délivrée avant enregistrement

Bamako, le 25 novembre 2016

LE GREFFIER EN CHEF
Maître Abdoulaye M'BODGE

ANNONCES ET COMMUNICATIONS

Suivant d'immatriculation de la Société Coopérative n°M2016 Dg C5/0017/A en date du 08 mai 2016, il a été créé une société coopérative dénommée : Société Coopérative Simplifiée Notre Engagement Citoyen Commune V du District de Bamako, en abrégé (SCOOPS NEC).

But : Renforcer la solidarité entre les membres ; lutter contre la pauvreté ; améliorer les conditions de vie des membres ; développer la solidarité ; assurer la disponibilité des produits agricoles transformés ; faciliter l'accès géographique des ménages aux produits agricoles locaux transformés ; favoriser l'accès économique des ménages aux produits agricoles transformés, etc.

Siège Social : Kalaban Coura Rue 195, Porte 160 Bamako.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :

COMITE DE GESTION

Présidente : Mme KATILE Hadiaratou SENE
Secrétaire administrative : Mme Ami TRAORE
Trésorier général : Sidi Mohamed HAÏDARA

COMMISSION DE SURVEILLANCE

Président : Yacouba CONTA

Membres :

- Aïssata BERTHE
- Hamala BATHILY

Suivant l'immatriculation n°2016 D9C3/0019/B en date du 16 août 2016, il a été créé une société coopérative dénommée : Confédération nationale des Société Coopératives des Pisciculteurs et des Aquaculteurs du Mali avec Conseil d'Administration, en abrégé (CONASCOPA).

But : Veiller à l'application des principes coopératifs au sein des fédérations, des unions, des sociétés coopératives qui leur sont affiliés ; fournir toute assistance nécessaire pour la constitution, l'administration et la gestion des fédérations, unions et sociétés coopératives qui lui affiliées ; développer de façon durable la pisciculture et l'aquaculture à l'échelle national ; recherche de ressources financières et matérielles pour le financement du fonctionnement de la CONASCOPA-MALI-COOP-CA auprès des partenaires techniques et financiers, etc.

Siège Social : Badialan II, Rue SOUNDIATA – EX-CINEMA A.B.C.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**CONSEIL D'ADMINISTRATION****Président** : Seydou TOE**Vice président** : Amadou Toumani TOURE**Secrétaire général** : Cheick Oumar Diaouré MAÏGA**Trésorier général** : Almamy Niantao**Secrétaire administratif** : Emil Salam SOW**Secrétaire à l'organisation et à la mobilisation** : Mahamadou CAMARA**Secrétaire à la communication aux relations extérieures et à la coopération** : Mme SIREBARA Fatoumata DIALLO**Secrétaire à l'approvisionnement et à la production** : Ousmane TANAPO**Secrétaire au renforcement des capacités** : Karim TRAORE**Secrétaire à l'information, à l'information, à l'éducation et à la formation** : Mahamane SIDY**Secrétaire chargé des grands travaux fonciers et environnement écologiques** : Amadou TEMBELY**Secrétaire chargé du Marketing et à la commercialisation** : Fodé DOUMBIA**CONSEIL DE SURVEILLANCE****Président** : N'To COULIBALY**Rapporteur** : Lassana TOGOLA**Membre** : Ibrahim MAÏGA

Suivant récépissé n°0840/G-DB en date du 03 octobre 2016, il a été créé une association dénommée : «Association des Relais Communautaires de la Commune V», en abrégé (ARC-CV).

But : Assurer que les relais communautaires reçoivent une formation, un support matériel et technique et une rémunération appropriée afin d'assurer des soins de santé adéquats au sein de la communauté, etc.

Siège Social : Torokorobougou, Rue 440 porte 162.**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :****Président** : Yacouba KEÏTA**Vice présidente** : Mme COULIBALY Koniba DIAWARA**Trésorier général** : Moussa KEÏTA**Trésorière générale adjointe** : Oumou KEÏTA**Secrétaire administratif** : Ahmed Bamba DIAKITE**Secrétaire administrative adjointe** : Mariam KONATE**Secrétaire à l'organisation** : Lassine TOURE**2^{ème} Secrétaire à l'organisation** : Maïmouna KONATE**3^{ème} Secrétaire à l'organisation** : Hawa TRAORE**1^{ère} Secrétaire à l'information et à la communication** : Fatoumata DIAKITE**2^{ème} Secrétaire à l'information et à la communication** : Reine Marie DAKOUO**1^{er} Secrétaire aux relations extérieures et aux développements** : Issa DIAKITE**2^{ème} Secrétaire aux relations extérieures et aux développements** : Drissa SAMAKE**1^{ère} Secrétaire aux conflits et à la réconciliation** : Kadiatou GUINDO**2^{ème} Secrétaire aux conflits et à la réconciliation** : Oumou DIAKITE**1^{ère} commissaire aux comptes** : Ami SAMAKE**2^{ème} Commissaire aux comptes** : Diaminatou TRAORE

Suivant récépissé n°0899/G-DB en date du 04 novembre 2016, il a été créé une association dénommée : «Association des Ressortissants de Tana pour le Développement''» (Commune de Niaso, Cercle de San, Région de Ségou), en abrégé (ARTD-Tana Kanu).

But : Contribuer au développement socio-économique de Tana Cercle de San, etc.

Siège Social : Hamdallaye Plateau, Rue 64, Porte 75.**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :****PRESIDENTS D'HONNEURS :**

- Zoumana COULIBALY
- Dramane COULIBALY
- Issa COULIBALY
- Sory COULIBALY

BUREAU EXECUTIF**Président** : Kassim COULIBALY**Vice président** : Tahirou COULIBALY**Secrétaire général** : Siaka COULIBALY**Secrétaire général adjoint** : Salif COULIBALY**Trésorier général** : Madou COULIBALY**Trésorière générale adjoint** : Sidi DAOU**Secrétaire aux comptes** : Bourama COULIBALY**Secrétaire au développement et à l'investissement** : Tahirou COULIBALY N°2

Secrétaire au développement et à l'investissement adjoint : Oumar DAOU

Secrétaire aux conflits : Abdoulaye COULIBALY
Secrétaire aux conflits adjoint : Oumar COULIBALY
Secrétaire administratif : Diakaridia BOUARE
Secrétaire à l'organisation : Abou COULIBALY
Secrétaire à l'organisation adjoint : Soungalo COULIBALY

Suivant récépissé n°0563/G-DB en date du 14 juin 2016, il a été créé une association dénommée : «Association pour le Développement des Femmes de Bougouba-Courani», en abrégé (ADF-BC).

But : Favoriser une participation plus accrue des femmes dans les processus décisionnel au niveau des communes et leurs émancipations civiques et politiques, etc.

Siège Social : Bougouba-Coura en face du Marché.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :

Présidente : Mme DOUMBIA M'Barké SISSOKO

1^{ère} vice – présidente : Mme KONE Habibatu CAMARA
2^{ème} vice présidente : Mme COULIBALY Sita SACKO
3^{ème} vice présidente : Mme DIALLO Assitan CAMARA
4^{ème} vice présidente : Mme Nana HAÏDARA
Secrétaire générale : Mme SISSOKO Mariam DIARRA
Secrétaire générale adjointe : Niakoro COULIBALY
Secrétaire administrative : Mme KOUNTA Ana YATTARA
Secrétaire administrative adjointe : Mme SACKO Soumba DOUMBIA

Trésorière générale : Mme MARIKO Koniba TRAORE
Trésorière générale adjointe : Amy SOUMAORO

Secrétaire à l'organisation : Oumou KANTE
Secrétaire à l'organisation adjointe : Mme TOURE Kadiatou MARIKO

Secrétaire à l'organisation adjointe : Fatoumata Tenin TRAORE

Secrétaire à l'organisation adjointe : Kadia CISSE
Secrétaire à l'organisation adjointe : Awa TALL

Secrétaire aux affaires économiques : Saou KOUMARE

Secrétaire aux affaires économiques adjointe : Mme DEMBELE Baumou TRAORE

Secrétaire au développement : Mme DIABATE Kadi SNAYOKO

Secrétaire au développement adjointe : Mariam KONE

Secrétaire aux relations extérieures : Mme BAMBA Adam KONE

Secrétaire aux relations extérieures adjointe : Ghaby DIARRA

Commissaire aux comptes : Kadiatou DIARRA

Commissaire aux comptes adjointe : Ba Oumou COULIBALY

Secrétaire à la promotion féminine : Mme BAH Inna DIALLO

Secrétaire à la promotion féminine adjointe : Sirandou DAMBA

Secrétaire à la promotion Jeunesse : Fatoumata KONE

Secrétaire à la promotion Jeunesse adjointe : Aïcha COULIBALY

Secrétaire à la communication : Mlle Fatou KONE

Secrétaire à la communication 1^{ère} adjointe : Kounandy TRAORE

Secrétaire à la communication 2^{ème} adjointe : Bah KONATE

Secrétaire à la communication 3^{ème} adjointe : Fatoumata BAH

Secrétaire à l'éducation à la culture : Moussa BAH

Secrétaire à l'éducation à la culture adjointe : Sali KOUYATE

Secrétaire à la solidarité, aux affaires sociales : Mme Ténin DIARRA

Secrétaire à la solidarité, aux affaires sociales adjointe : Coumba KONE

Secrétaire à l'environnement et à l'assainissement : Maniga Mah KEITA

Secrétaire aux conflits : Mme HAÏDARA Badji TRAORE

Secrétaire aux conflits adjointe : Djénèba TRAORE